

n°8·9 à 12f.

TOUT!

prenons la vie!



L'actualité l'affirme de mille manières : les luttes sont inquuvernables. Elles naissent, se développent, s'étendent avec, sinon contre les syndicats.

Après Talbot comme épiloque de trois ans de mouvement dans l'automobile après la sidérurgie. les camionneurs...le contrôle syndical n'existe plus. Emerge pourtant une utilisation de l'appareil. de l'infrastructure syndicale dans la clarté d' un rapport de deal qui pourrait être intéressant s'il laissait au moins apparaitre une alternative un tant soit peu ouvrière.

Cependant, sans craindre les euphémismes-en terme d'avancée de classe-la conjoncture est au plus bas. La crise d'un modèle de développement qui apparait de plus en plus comme la crise des formes classiques d'extorsion du sur-travail. a déplacé le lieu d'affrontement en faisant de l'usine que nous connaissions un terrain d'arrière-garde et du mode de régulation fordien un enjeu précaire.

L'ouvrier-masse livre ses dernières bataillesacharnées, pathétiques mais néanmoins ultimes.L'ouvrier-social, l'ouvrier du tertiaire de l'intérim et du travail au noir soupoudre l'actualité sociale de manifestations atomisées (de la délinquance aux squatts en passant par le chômage) que les syndicats, faute de compréhension et de léaitimité sont, bien entendu. incapables d'exprimer au niveau revendicatif.

On peut affirmer que les prolétaires sont actuellement au-delà des vieilles problématiques et en-deçà politiquement.

suite p. 11

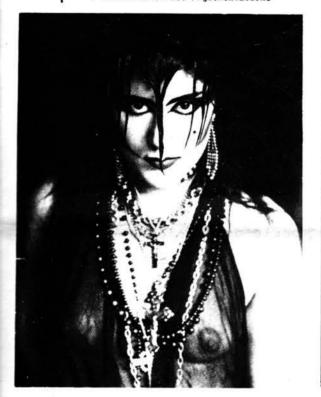
"Il n'y a de communautaire que l'il-lusion d'être ensemble" Raoul Vaneghem

Les grandes villes des pays industrialisés ont connu, les trente dernières années, une croissance et des mutations spectaculaires, dont les implications vont bien au-delà des seuls problèmes d'environnement et d'urbanisme.

C ' est l'ensemble de la vie so

C'est l'ensemble de la vie sociale, sa structure, son organisation,
qui sont profondément modifiée,
conditionés par le tiesus urbain _
constitué en système métropolitain.
La croissance en "tache d'huile",
caractéristique de ces dernières
décennies, se révèle un phénomène
complexe et pervers ; c'est à la fois
un pendant du développement capitaliste dans cette phase (en quelque sorte te dans cette phase (en quelque sorte une de ses transformations cogélaires) et l'émergence d'une variable incom-

trôlée et incontrôlable.
Les villes modernes se sont en effet développées contre tout critère d'humanité, mais aussi contre les plans d'urbanisme et les réglementations



immobilières, suivant la seule logique du profit. La métropole est certes l'ultime tentative de rationalisation absolue de la ville, de soumission totale de l'espace et du temps aux be-soins de la production et du commandement capitaliste. C'est aussi une rte de monstre gigantesque et difforme, "concentration de viande et de ciment, émultion de gaz d'échappe-ment et de substances synthétiques" • génératrice de négation, d'antagonis-mes et de nuisances qui peuvent atteinere les marges de la démence. De ce point de vue les préoccupations et les inquiétudes des psychologues, des sociologues et des urbanistes bourgeois sont tout à fait sérieuses; la remise en cause de cette croissance anarchique, la recherche et l'expérimentation de solutions nouvelles, signifient bien que le pouvoir veut accroître sa maitrise de l'espace, contrôler les dimensions de la métropoles qui lui échappent. Et non comme la gauche veut bien le croire, en raison d'une prise en compte les inquiétudes des psychologues, des son d'une prise en compte d'aspirations nouvelles de la population (écologie, vie locale ...).

"Les métropoles parvenues au "Les métropoles parvenues au 'sommet' du développement urbain et industriel ont patiemment relevé le défi d'une planification totale et poogressive de la consommation, de la production, de la fonctionnalité sociale en menant à terme la ruptwre axec l'organicité de la forme ville***.

La vie urbaine s'est ainsi radicalement moéffiée, du point de vue humain. La ville s'est remplie de silence et de solitude fait d'enseignes

lence et de solitude fait d'enseignes lumineuses et de bruite absorbants. Les rapports sociaux se sont dilués dans le trafic chaotique et le rythme harcelant. L'existance s'in-dexant désormais sur la continuelle introduction-création de besoins nouveaux en marchandises de toutes sortes.

"Les domages de la métropole ne sont pas uniquement évaluables en ter-mes de destruction de l'environnement, mais aussi en termes de perte d'iden-tité individuelle et collective de l'homme, de modification de son rap-port au milieu" *. L'individus et sa ville devenant des entités séparées; le premier

perdant de plus en plus son autonomie, étant toujoure plus soumis aux lois du profit at de la domination dont le tissus urbain se fait réseau de diffusion. Les métropoles croissent, s'étendent, se développent dans un mouvement permanent du centre vers la périphérie, préssupposant la ségréga-tion comme "règle de vie" de leurs habitants at l'aliénation comme instrument d'adaptation. La nouvelle

identité sociale collective ainsi créé -- le citadin -- diluant les ca-ractéristiques de classes et séparant les individus en une multitude d'intérets corporatifs, fractionnant et éclatant les niveaux traditionnels

d'homogeneité sociale et de communauté. C'est de cette distorsion que nais-sent des formes spécifiques de contradictions sociales et de dissidences, que l'on peut identifier comme un possible terrain de recomposition subjective pour l'antagonisme de

"La métropole représente le point critique des contradictions du système économique et social existant", dans la mesure où elle les concentre et les emplifie: c'est ce qu'expriment parfaitement les émeutes aporatiques et régulière qui viennent enflammer les ghettos proletaires des grandes cités modernes (Venissieux, Brixton, Zurich,

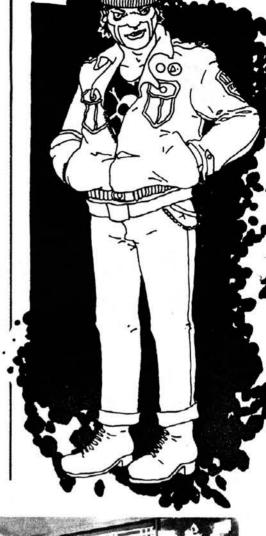
Même si les luttes urbaines et les mouvement sociaux métropolitaine ne sont encore que des réalités éclatées et parcellaires, leur multi-plication depuis le début des années 70, l'étendue de leurs champs ('inculture, revenu ...) dessinent le profil de cette forme nouvelle de l'affrontement de classe dans l'espace métropolitain, qu'il s'agit de capitaliser et d'amplifier.

Graser Montenearo

"La metropoli, un territorio oltre l'umano", RossoVivo, revue publiée par les_collectif Autonomes Ouvriers

Romains.

* "Babel-Métropole", Giairo Daghini,





sans droit

fin de l'illusion selon laquelle un changement pourrait venir "d'en haut": c'est tout le contraire du consensus et de la liquidation des lutte que l'Etat-PS voulait nous imposer.

Aujourd'hui comme hier, il n'y a pas de force de changement en dehors de la force de nos propres luttes.

La fin de "l'état de grace" est la

Blocus de l'information, intox, criminalisation, sabotage par le relais de l'Etat, répression violente ... ou éclatement et cloisonnement des luttes dans de multiples ghettos: c'est à cette situation que nous devons répondre, c'est cette situation que nous devons combattre.

"SANS DROIT NI TITRE" se veut un moment de circulation et de socialisation des luttes d'aujourd'hui. Une tentative de rompre l'isolement par la circulation de l'information, une volonté de diffusion des expériences, de confrontation des idées, d'élaboration des débats.

L'échange, le débat, sont la condition pour que l'accumulation d'expé. riences et de luttes ne disparaissent pas dans l'oubli, pour arracher à l'Etat la maitrise des flux culturels et sociaux, pour que s'élabore et se diffuse une identité autonome, celle du refus des rapports sociaux qui nous sont imposés, pour que se concrétisent les volonté de changement réel.

"SANS DROIT NI TITRE" se veut donc aussi un lieu de recherche, d'analuse et d'élaboration de ces idées, de ces identités.

Mais le débat, nous ne le trouvons pas dans le ressassement de principes, si "révolutionnaires" qu'ils puissent être: ceux-ci ont déjà prouvé leur inadéquation

aux réalités vivantes. Le débat réel n'existe que là où il est déjà matériellement en cours, à travers les multiples tentatives et pratiques concrètes. C'est pourquoi il apparait ici essentiellement sous forme de matériaux.

Le refus de l'idéologie ne doit pas être pris pour un refus de la théorie. Il est au contraire l'affirmation que la théorie ne peut être issue que de la pratique et n'a de réalité qu'en elle. Nous n'avons pas de flambeau à perpétuer, mais une réalité à inventer.

Enfin, "SANS DROIT NI TITRE" doit reflèter dans son fonctionnement la diversité des terrains et des forces de lutte que nous voyons dans la réalité. Il réclame dans sa réalisation un décloisonnement des groupes, une interpénétration des terrains de lutte.

Pour celà, une structure ouverte est proposée, qui doit dépasser la "barrière" lecteurs / rédacteurs.

SANS DROIT NI TITRE (Rennes)

SANS DROIT NI TITRE

sommaire du n° 1 de Fevrier

Occupation de maisons à Belleville, sur une expérience de lutte de quartier de 1976-77.

Squatt et vie quotidienne, à partir de l'expérience des occupants-rénovateurs. Les squatters du ler Mai à Bayonne.

-- Voyage sur la banquise helvétique, un reportage-interview sur l'expérience du Centre Autonome de Zurich (drogue, gratuité, violence ...).

reprenons la ville!

vise à faire de Paris une vitrine du système, une sorte de domaine réservé pour le pouvoir et le profit. Paris et sa banlieue deviennent un vaste espace qualvillé, contrôlé et structuré en fonction des seuls besoins de l'économite et de

Les proletaires sont déportés vers la périphérie, dans des cages de bétons qui transpirent la tristesse et l'ennui, et où l'existence est soignousement découpée en tranches : travail, loisirs, transports, summell ...

Les vieux meurent d'être délogés. Les réduits à l'éxiquité des chambres de bonnes ou des apparts partajés, quand co n'est pas la contrainte de rester coincé chez les parents. Les immigrés sont parqués dans des foyers-réserves ou dans des quartiers-ghettos, quand ils ne sont pas expulsés.

four tous c'est l'impossibilité de trouver un logement mand on a pas de revenus "corrects", les loyers trop chers, les apparts trop petits, les galères pour payer, les temps d transport trop longs.

Mais c'est aussi la disparition de tout rapports s réels, de toutes relations humaines, hors du métro, du RER, des gares, des supermarchés ou des lieux "branchés" et payants.

C'est la création rackettée ou étouffée, les initiative torpillées ou controlées, les plaisirs diciplinés ... C'e la ségrégation culturelle avec, d'un côté la politique de prestige qui coute des montagnes de fric (Beaubourg, Bercy, Opera de la Bastille, Louvre ...), de l'autre, la misère du réseau de la marchandise culturelle et des MJC.

Cette structure urbaine, cette cité irrespirable et démentielle où la vie se brise sur le béton et où la parano s'installe, cette Métropole qui se structure, n'est qu'un des aspects d'un vaste processus de restructuration à l'échelle aspects of the vaste processes of restriction and a second of a societé, une réorganisation qui va bien au-delà de l'économie, et qui vise à nous faire payer la "crise", à les niveaux ; on licencie dans les boites, on expulse de les quartiers proletaires, on met les lycéens au boulot, on fait la chasse aux immigrés "claudestins" ...

Depuis quelques années diverses initiatives ont cherché

tabilité, de la misère culturelle, à casser la domunation de tabilité, de la misère culturelle, à casser la domunation de l'Etat et des patrons sur la vie sociale (des squatts aux concerts auto-organisés à prix libro, en passant par les lieux associatifs ...). L'échec de ces expériences ne fait que scalligner de façon encore plus pressante la nécessité impérative de résister à la pacification de l'espace (rénovation/ expulsions/déportation, contrôle policier, mainules des marchands sur la culture ...), de riposter à l'offensive du pouvoir pour détruire toute forme d'antagonisme, d'alternative à la misère salariée.

Il est possible aujourd'hui de reprendre l'initiative a se réapproprier des espaces sociaux, pour briser l'isolament et l'atomisation, pour relamer un processus de com-nunication et de rencontre prolétaire, pour auto-organiser et auto-gérer des activités hors des circuits commerciaux, pour commencer à satisfaire collectivement nos besoins et nos

Il y a à Paris 250.000 logements vides. Il y a à Paris et dans sa banlieue des milliers de mal logés, de sens abris, ou de gens qui, pour payer un loyer, bouffent de la merde. Il y a des centaines de groupes (musique, théatre, danse ...) qui crèvent du menque de fric et de lieux. Il y a des milliers de personnes qui n'ont que la possibilité d'investir des lieux publics (halls de gares, caféterias, fast foot, quais de métro ou de RER ...) ou certains quartiers (Halles, Beaubourg ...) où

C'est pourquoi nous croyons qu'il est possible et nécessai de regrouper le maximum d'énergies, hors des structurations pulitiques et syndicales, pour se réapproprier des espaces linérés de la logique du fric et des flics, des lieux de renor tre et d'expression, d'où puissent partir mille et une pratique

Nous voulons des espaces pour nous loger, pour nous exprimer et nous amuser (musique, vidéo, sport ...), pour le plai-sir sans contrôle (concerts gratuits, café-restau à prix libres pour nous rencontrer, nous confronter, nous émouvoir ...

Nous voulons des lieux sans réserves pour assouvir nos

Il faut en finir avec cette merde. Il y a des espaces à

Coordination Autonome pour des Espaces Libérés



dope, état mouvement

La drogue est un phénômène qui homniprésent dans les métropoles capitalistes; c'est devenu une réalité de masse, complexe et multiforme, ramifiée dans l'ensemble du corps social.

D'une manière ou d'une autre, on peut considérer que "plus de la moitier de la population des pays où règnent les conditions modernes de production est droguée; donc se drogue" (*), c'est à dire consonne volontairement des produits (naturels ou synthétiques, légaux ou illégaux) pour leurs effets psychotropes (modification de l'activité mentale). Au point que la toxicomanie constitue l'un des facteurs déterminants de la vie sociale présente.
"Entre toutes les drogues, une

seule distinction est admise par la législation des pays modernes. Certaines sont interdites, leur usage et leur distribution constituent ds délits définis et réprimés; d'autres sont légales, voire remboursées par l'Etat. Quelques autres sont simplement tolérées ou réglementées: l'alcool et le cannabis limitent de part et d'autre cette dinstinction officielle. Sont donc interdites et diffamées les drogues qui seules seraient de "vraies" drogues, parce que dures: l'héroine, la cocaine, par exemple. Sont ignorées comme drogues toutes les autres ..." (*).

Ainsi, alors que les drogues légales sont dans l'ensemble ignorées, les drogues illegales constituent un sujet fétiche pour journalistes et un thème inépuisable de réflexion pour les sociologues, psycho-logues et politiciens. Les récentes "opé-rations coup de poing" et la campagne de presse qui les a accompagné, sont là une fois encore pour nous le prouver.

Pour aborder la thématique de la drogue, nous ne pouvons nous contenter de prendre le contrepied du discours dominant, ou de porter des jugements péremtoires et moraux (pour/contre). Ce qui nous interesse ce n'est pas tant la drogue en elle même, ou sa consommation, que les comportements et les significations dont elle est le vecteur: d'une part elle est une formidable machine d'intégration, de normalisation et d'aliénation; d'autre part, il y a aujourd'hui une véritable "culture de la dope", qui autour de la consommation de drogues illégales, construit un système de référent imaginaire collectif, un cadre de recomposition subjective pour des secteurs de classe des couches sociales diversifiés.

Cette culture de la "dope", qui se veut marginale et contestataire, révèle en fait toute l'ambivalence du phénômène. Et c'est bien celà le fait marquant.

Saisir cette ambiguité, cette contradiction, c'est sans doute un moyen, non seulement pour aborder de façon critique la thématique de la drogue, loin des discours, mais de se pencher sur les compor-tements d'antagonisme, sur les cultures urbaines qui émergent dans et contre les métropoles capitalistes (:).

LES FUMETTES DE L'APRES-MAI.

C'est dans la période de l'immédiat après Mai 68 que la "dope" se diffuse à un niveau de masse, principalement dans la

jeunesse scolarisée urbaine, en marge du gauchisme et des mouvements de lutte dans les lycées et les facs. Se constitue ainsi une aire de marginalité sociale; le rock, le mythe du voyage (Inde, Nepal, Liban ...), les communauté californiennes, l'underground et les "nouvelles valeurs", mais aussi un contexte général d'éffervécence et l'émergence de thématiques nouvelles sur la vie quotidienne (homosexualité, féminisme, rapports parents/enfants, liberation sexuelle, etc). Toute cette contre-culture qui se voulait l'aube d'une vie radicalement transformée, et dont l'ancienne version d' "Actuel" et les premiers numeros de "Libera-tion", se sont fait l'expression, la représentation médiatique.

La droque est alors un moment impotant de socialisation; c'est à la fois le plaisir et le plaisir de l'interdit, qui permet d'affirmer sa révolte contre 'ordre des choses, et en même temps la dimension ludique de celle-ci. C'est aussi le moyen de créer un moment de communauté, d'autonomie, autour d'un joint qui circule ou d'une soirée de délires

Puis le gauchisme se sclérose, avant de disparaitre comme expression massifiée, les "babas" passent de mode et les derniers spécimens partent à la campagne. La dope reste cependant cette identité de comportement marginal pour de larges secteurs de la jeunesse; elle acquière même une place centrale dans cette phase de replis sur l'individu et les problèmes existantiels.

Parallelement elle pénètre la réalité des banlieues, des ghettos proletaires; comme les petits-bourgeois gauchistes du début des années 70, les jeunes prolétaires (ouvriers, chômeurs, loubards, collégiens) se socialisent autour de la dope, trouvant là plaisir, identité culturelle et communication sociale. Pour ne pas parler des avantages financiers évident du "deale" à petite échelle.

De fait la drogue a ainsi, peu à peu, acquit son droit de cité dans les milieux les plus divers, devenant une sorte de domaine réservé, non-dit, pour la fête et le plaisir individuel. Il est aujourd'hui du plus grand chic d'offrir une ligne de come il est de bon ton, entre potes, de fumer un petit joint, ou encore avant d'aller bosser, pour mieux supporter le salariat.

La drogue n'étant plus ainsi la seule marque de marginalité, mais devenant beaucoup plus une question de moeurs. On est libéré, on est "cool", on est différent, alors on se dope. La clandestinité du comportement, la communauté dans la transgression, se sont édulcoré pour laisser place à une sorte de conformisme du plaisir pour les jeunes générations.

Papa picole, maman prend des calmants et fiston se dope ...

L'identité marginale dans la dope ne subsistant plus que pour ceux qui n'ont que ce terrain de valorisation, parce qu'exclus de la norme sociale capitaliste (travail-consommation-fric & Cie) ou parcequ'ils n'y sont pas encore intégré.

LINE GESTION POLITIQUE DU MARCHE.

On peut affirmer qu'il y a un processus, en cours, d'intégration de la drogue par les sociétés capitalistes industrielles. Intégration d'autant plus pernicieuse qu'elle n'est pas sanctionnée par une légalisation pure et simple: l'Etat préférant jouer sur l'ambiguité du phénomène, qui est à la fois toléré et réprimé (et qui bénéficie ainsi de la double caution de l'interdit et de la fa-

Les USA ou les Pays-Bas ont particu-lièrement affiné les mécanismes sociaux, juridiques et policiers pour maitriser et contrôler les flux de consommation et de distribution de la drogue.

Seul les abrutits ou les réformistes peuvent encore prendre ce liberalisme institutionnel pour une conquète sur l'esprit bourgeois et sa morale, pour une liberation des moeurs. Cette ambivalence ne fait que servir l'Etat, qui peut ainsi exercer une fine dialectique, passant à volonté, en fonction des besoins politiques, d'une attitude à une autre; de la complaisance à la répression, et inversement.

• D'un côté l'interdit (et donc l'illé-

galité), entretenu par le discours dominant et les médias, comme par la pression ju-ridique — une petite condamation de temps à autre — permet au pouvoir de légitimer l'existance d'un appareil répressif et de contrôle : un fait divers, une campagne de presse et l'intervention des flics ... C'est ce qui c'est fait il y a peu de temps encore contre les squatts parisiens.

Cette semi-clandestinité de la drogue a d'autrepart l'avantage d'assurer la périnité de son image "marginale", "contestataire", et donc d'en garantir la crédibilité dans les secteurs sociaux "à risque"

• De l'autre la tolérence vient complèter le mécanisme, autorisant une certaine publicité de la circulation des drogues et donc une connaissance du milieu, des circuits de distribution comme des consommateurs. Mais surtout celà permet une véritable gestion politique du marché .. Par son intervention, ou sa non intervention l'F'at pouvant canaliser la circulation de dopes, déterminer les tendences du marché et les prix, etc.

En 1979, en pleine crise sociale du giscardisme (Longwy-Denain, 23 Mars ...) on a ainsi pu assister à un afflux d'héro sur le marché, coordoné avec une pénurie de "drogues douces", à un moment ou le mouvement de lutte s'éssouflait. Le même processus avait eut lieu en Italie, en 1977, où l'héroine avait permit d'accélérer la décomposition du mouvement des "emarginati" et permettre le rétablissement de l'ordre social (:.).

L'Etat disposant ainsi d'un moyen d'intervention indirect pour accélérer le reflux des mouvements sociaux ou la décomposition des expériences alternatives.

HERBE DU DIABLE ET PETITE FUMEE

Pour le "mouvement" la question de la dope se pose donc en terme de gestion du phénômène. Au bout du compte nous n'avons rien à foutre de déterminer un point de vue unitaire; il est tout aussi stupide et inutile d'être hermétiquement contre la droque, même au non d'une morale révolutionnaire (?), que d'en faire l'apologie.

Il est certain qu'une gestion alternative de la dope n'est pas sans poser des problèmes. Nous pouvons cependant poser, des aujourd'hui, déterminer un cadre de réflexion. Trois aspects sont à

L'usage massif de stupéfiant dans l'aire sociale proletaire pose clairement la question d'une réappropriation du plaisir, dans un monde où règne l'aliénation marchande de toute vie sociale. -- La lutte contre la drogue n'est qu'un des aspects du contrôle social (voire les opérations de police régulières à l'flot chalon); il faut donc poser la lutte pour la dépénalisation générale des dopes, comme élément d'une lutte globale contre la pacification de la vie sociale. C'est dans le mouvement que doit commencer cette gestion alternative; en celà les expériences Zurichoise, Italienne et Espagnole nous fournissent un certains nombre d'indications (::).

Jacomo Katanga

(*) "les hommes se drogues, l'Etat se

renforce", Ed Champ Libre.
(:) Il ne s'agit ici que d'une première contribution à cette démarche.

(:.) Un prochain article abordera l'expérience italienne.

(::) Voire l'article de "Sans droit ni titre" n°1, qui parle de l'expérience du Centre Autonome Zurichois.



de Sergis M-me

Le désir parle un langage qui est une menace et une contestation permanen-te de l'ordre rationnel. Il se joue de la rationalité du capitalisme surtout si elle cohabite avec l'irrationalité la plus rigide. Le capitalisme se nourrit de rentabilité, de productivité et ne recrache que taux de croissance zero et ch chute de la consommation. Aux temps bénis du boom économique pour écouler sa surproduction, il a même tenté d'établir une véritable stratégie du désir, le réduisant à la simple satisfaction d'un besoin. Et il a échoué car le désir c'est justement ce qui ne s'apprivoise pas. Désir du désir à l'infini. Le désir est mouvement et moteur de révolte, ancré dans ce qu'il y a de plus profond, incontrolé, subversif en nous.

Longtemps refoulé, il parle maintenant et émerge de façon diffuse, profi-tant du nouveau champs de la recomposition de classe. De nouveaux sujets

 jeunes travailleurs précaires, chômeurs
 chômeurs, femmes, étudiants-travailleurs
 apparaissent et exprement leur refus du capitalisme en une multitude de microcomportements et de désirs. Consécration d'une nouvelle forme de lutte totalement incontrolable : sabotage, absenteisme, grève sauvage, réappropriation, squatt, autoréduction.

Le désir subversif, acéphale, railleur, incapturable traverse le champs de la répression et se structure de façon autonome par rapport au politique. Aucune entité syndicale ou politique ne peut le médiatiser car il appartient à ceux qu'il parcoure.

Alors, abattons la rationalité capitaliste qui nous suicide sournoisement, pour ne laisser transparaitre dorênavant que notre désir de révolte. Offensif, déréglé ... et joyeux.

Laub O'Tomy



Toulouse la Ganaille

TOULOUSE, première au niveau mondial pour la production de cassoulet et de violettes, n'arrive qu'au deuxième rang pour la propension à l'attentat.

Cette médaille d'argent lui vaut cependant les mille et une attentions de la Presse et de la Police où les uns assumant leur vocation et les autres assurant leur fonction, s'imprègnent ré-ciproquement de leur propre balourdise pour échaffauder communément une thèse simpliste selon laquelle l'existence d'une trentaine d'énergumènes turbulents serait l'origine et la cause d'un désordre décapant propagé dans la Cité et ses environs.

De mensonges en perquisitions, le tandem journalistico-policier s'escrime à apaiser l'o-pinion et les pouvoirs publics, gagnant à la fois la confiance qu'on leur porte et les émoluments dont on les gratifie.

Toute cette frénésie reste largement jus-tifiée puisque le seul but de la manoeuvre est d'occulter la réalité.

Le fonctionnement des medias, toutes o-pinions confondues, procède tout aussi naturellement au court-circuitage de l'évènement. Tel type d'attentat est couvert par tel type de journaliste qui s'em pressera d'offrir en primeur au public sa propre description des dégats et, surtout, sa propre interprétation bien avant que

le groupe de saboteurs effectifs ne puisse s'exprimer - explication qui sera ou totalement dissimulée ou partiellement déformée.

Soucieux de rétablir la vérité ou, du moins, une partie de la vérité (puisque nous n'avons pas les moyens de rencontrer l'ensemble des individus qui participent à ce mouvement), nous nous sommes résolus à la publication de cette brochure qui se présentera comme une synthèse de discussions politiques menées avec les auteurs d'une agitation donnée pendant une période

Il s'agira à travers les attentats de cet été de démontrer ce que ces attentats visaient, et de dénoncer le mécanisme de leur représen-

TOULOUSE, n'est pas le centre du monde, mais c'est notre monde.

Et si des individus jugent plus utile d'occasionner quelques dégats concrets à telle en-treprise qui s'est rendue complice de quelque duplicité dans le monde plutôt que d'émettre une motion de censure en rapport aux activités de la-dite entreprise Qui d'honnête s'en émouvra ?

QU'ON SE LE DISE, LA LUTTE DES CLASSES

un bassin d'imagination bversive

Loin, de toute manière au-delà, des vaseux lendemains qui chantent, le BIS(Bassin d'Imagination Subversive) toulousain entretient depuis quelques années une pression constante contre l'Etat et les firmes internationales (CLODO, GOLFECH...) .

Il ne passe pas de mois sans que les marmites bon-enfant de ces modernes prolétaires n'énaient l'actualité de quelques nouvelles étincelles subversives tentant à prouver que l'intelligence productive que le Capital a libéré dans sa course éperdue au profit se retourne au-Jourd'hui contre lui.

Malgré l'acharnement touchant des flics de toute sorte...rien, désespérément...rien à se mettre sous la dent.

Conscients de leurs limites sociales, pas justiciers mais acteurs, comme déographiques, "Toulouse n'est pas le centre du monde mais c'est notre monde", ces joyeux groupes de saboteurs demeurent intouchables car discrets et prudents tout en maniant aussi bien l'humour que la dynamite.

Si leurs actions n'apportent pas de réponse -et ce n'est pas,d'ailleurs, leur prétention- au problème complexe de l'organisation, de, ou, des centralités combinées des figures diversifiées que revêt la classe au-Jourd'hui; elles entretiennent au moins une saine émulation au_sein des micro-groupes dissidents.Le reste est affaire de transmutation. Camarades, notre meilleure amie c'est

l'alchimie sociale. Plus que la médaille d'argent de l' attentat (voir l'édito.de Toulouse la Canaille), nous serions tentés de leur discerner la palme d'or de la tenacité créative.

Notre reprise de ces textes est motivée par notre désir de verser dans le débat actuel sur la reprise d'une hypothèse subversive des éléments d'une expérience -parmi d' autres- qui n'a pu (tout au moins dans la région parisienne) être suffisamment connue.





berurier

Il suffit de cinq minutes d'écoute -live.c'est encore mieux-...et l'envottement se diffuse en nous. Tout se mélange, se heurte, s'anéantit, se recompose et éclate.

Tribal, extatique, inquiétant et ambigu, Bérurier Noir s'adresse à notre imaginaire, à nos fantasmes et à notre violence.

Groupe mythique dès sa création. Bérurier Noir est né sur les cendres d'un groupe presque semblable/mythifié : Les Béruriers. Et les Béruriers ont accouché de Bérurier qui,lors de son premier concert, signe à la fois un acte de naissance et un acte de décès.Passé.présent.futur : qu'importe, car pour Bérurier Noir la liberté se situe hors du temps. Elle se construit de moment en moment.Elle est l'acte et le risque de l'action, qui se déploit dans l'espace noir de nos pulsions refoulées/évacuées. Bérurier Noir est partout où ses actions peuvent se nourrir d'une réalité sociale réelle. Aux boîtes friquées de certains quartiers parisiens qui les réclament, ils préfèrent l'obscurité d'une rue, le désert d'un couloir de métro, la désespérance d' une MJC de banlieue et surtout l'espace libéré d'un squatt -citons pour mémoire Cascades et Pali-Kao-.

Créateur protagoniste d'un théâtre révolutionnaire iconoclaste, Bérurier Noir transforme le spectateur/contemplateur en acteur de sa propre tragédie. Constat étrange. sur fond violence à peine contrôlée.La trame de notre vie sociale est mise à nue et déchiquetée impitoyablement.

Guerrier urbain à deux têtes et aux visages multiples, Bérurier Noir invoque la violence comme dans un rituel sabbatique.Les symboles se succèdent et déclenchent en nous représentations, sensations et réactions : masques à gaz, sirènes, bruits sourds et insupportables, combat de karaté simulé et surtout des mots terribles scandés -à mort, lobotomiequi se fixent à nos esprits.

Bérurier Noir a déclaré la guerre. Sa transcription de la violence sur scène est simple, voire simpliste. Mais cette simplicité est celle de la violence en général, que ce soit la nôtre ou celle du pouvoir.

En fait, à travers sa démarche, Bérurier Noir invite chacun à prendre sa place ...

LAUB O' TOMY

29 Juin- On retrouve Jean Jaures du à un arbre dans un jardin qui fait face à la préfecture (il s'agit d'un chêne qui symbolise la justice et la liberté); il laisse une explication sous forme de testament, diffusé par les "Malfaiteurs Réunis en Association. Rappelons, pour mémoire, que le buste de Jaurès avait quitté le square du Capitole le 7 juillet 1981, se mettant immediatement en grève de la fin pour soutenir les luttes qui se mènent alors, à l'intérieur et à l'extérieur du milieu carceral, contre les brimades, les transfères, les tabassages, etc, il avait été aidé dans sa cavale par un "Collectif pour la Destruction des

14 Juillet- "Un groupe jusqu'ici inconnu" fête à sa manière le 14 juillet avec deux actions contre des sociétés toulousaines qui travaillent sur le chantier de la centrale nucléaire de Golfech; ITN entreprise de matériel téléphonique et électronique, chargée du contrôle des aborde du sites et des traplus importante entreprise de génie civil du chantier, qui emploie de nombreux intérimaires et précaires 8 Août- SPIE-Batignolle, chargée de la construction de poteaux en beton et d'instalations électriques aériennes pour EDF, CULETTO société de batiment qui joue un rôle de choix dans l'orientation du site de Golfech, participent à un nouveau feu d'artifice et partent en fumée. Ces nouvelles festivitées sont revendiquées par un "Mouvement Anti-Nucléaire". 12 Août- La veille de la visite du Pape chef d'une des plus grandes sectes modernes, le groupe "Arret Curé" revendique la destruction d'une des statues du chemin de croix, celle de Ponce Pilate. (perquisitions et gardes à vue pour une quarantaine de personnes dans les milieux

libertaires toulousains et chez les réfugiés basques; inculpation de trois personnes sur du vent).

14 Août- Les locaux du journal "La Croix du Midi" brulent. Un peu plus tard c'est la librairie "Croisade pour le Livre Chrétien" qui reçoit la visite de cinq impacts de balles. La revendication ; "Demain le Pape, PAN! PAN! PAN!".

(nouvelles perquisitions à Paris et en Corse, dans l'entourage et la famille des inculpés).

Dans la soirée, inculpation de deux amis des inculpés, pris en flagrant délit avec du matériel incendiaire dans la catédrale St Etienne

(une importante campagne d'intoxication est menée par la presse locale, la chasse à l'anarchiste est ouverte. Ceci mal-grès un communiqué du groupe "Arret Curé" pour disculpé les inculpés...). 23 Août - Incendie à l'imprimerie SECIT spécialisée dans l'impression de textes juridiques. Est-ce une réponse au refus de mise en liberté? 24 Août- Les locaux du PCF sont visité, on peut lire sur les murs "VIVE LE PAPE!" et le nom de quatre journalistes particulièrement crapuleux dans cette affaire; la presse parle d'attentat ... (une campagne de contre-information a riposté immédiatement aux incarcérations; tracts, affiches et bombages dénoncent les intrigues politico-judiciaires et l'attitude crapuleuse des medias) 7 Septembre- Liberation discrète des trois premiers inculpés. Restent les deux qui ont été arretés dans la catédrale. 18 Octobre- A l'office de la catédrale en question, un curé prend position en faveur des inculpés: "Mes frères. Que des êtres aussi épris de liberté que Bernard Monboisse et Jean Claude Lutanie, restent en prison, pour

s'être élevé avec raison contre les mesures d'internement administratif prises lors du voyage papal du 15 Août dernier, est un scandale qui ne resiste pas au moindre examen de conscience. Nous autres prêtres savons bien que ce sont les peccadilles que l'on chatie, les grands forfaits on les récompense. Monseigneur l'évèque l'a dit, 'La plus belle jeunesse meurt en prison'. Mes frères il est temps de réfuter toutes les hypothèses jusqu'a présent admises: l'Eglise n'est plus ce coeur palpitant d'une cité sans coeur. Elle est devenue lieu de juges, de flics et de harengs. Si telles malfaisances devaient persister, nous serions en droit de considérer, à l'instar de St Augustin, qu'il n'y a plus guère que les pharmaciens à détenir les cléfs du paradis. A bas la religion, à bas l'Etat, à bas l'économie!" (les fidèles sont flippés!!!!). 26 octobre-Les locaux de la société électronique américaine SPEERY-UNIVAC-Ordinateurs brûlent; un bombage explique, "Reagan attaque Grenade, Speery complice" L'action est revendiquée par le CLODO.

OUI SUIS-Je?

La Presse a présenté les auteurs de l'attentat de MOISSAC tantôt comme appartenant à une organisation terroriste, tantôt comme des écologistes musclés, tantôt encore comme des anarchistes ... Qui êtes-vous ?

GROUCHO: Tout d'abord, chacun s'exprime en son nom personnel, et c'est tout.

et c'est dire déjà qu'il nous est impossible de parler au nom d'une organisation qui n'existe pas. Nous nous reconnaissons comme une des composantes du mouvement libertaire, ce qui nous laisse le creneau confortable d'une absence d'étiquette ideologique précise et l'appartenance malgrè tout à une démarche collective qui se veut mouvement, donc dynamique, avec la prétention de nous exprimer par nos interventions plutôt que par nos états de service ou notre bibliographie.

De fait, contrairement aux partis et organisations dont une ideologie figée détermine la stratégie, c'est chaque moment de l'Histoire, on peut appeler ça l'Actualité (bien loin de l'institution "Actualités" qui distille, embrouille ou matraque cette actualité) qui détermine nos choix, nos luttes.

Vous reprenez donc à votre compte les reproches et les critiques que bon nombre d'anciens gauchistes développent actuellement, au cinema ou en litterature ?

GROUCHO: Les cocus du Gauchisme pleurent sur leurs annes perdues dans l'attente du Grand Soir. Ils ont voulu jouer les institeurs de la Revolution, mais leurclasse a pris la clef des champs! Nous, nous sommes simplement acteurs ou solidaires de moments subversifs, collectifs ou individuels, ni leaders d'une classe, ni gestionnaires d'un mouvement révolutionnaire ... D'où nos regroupements occasionnels à partir de révoltes, réflexions, volontés individuelles, même si elles sont partie prenante d'un projet global.

Et notre force/fragilité repose et tient à ce respect de la disponibilité ou de l'absence du "camarade" à tel ou tel projet, et non plus sur la grandeur et la servitude d'un devoir à remplir.

Un projet qui s'effondre parce que ses supporters n'ont pas eu la force de le mener, est un projet trop prétentieux. On est pas des bêtes...

Simplement nous revendiquons l'organisation réelle, celle qui se réalise sur des tâches concrètes, dont les perspectives ne se situent pas dans la nuit des temps, et qui se dissout d'elle-même quand sa raison d'être est terminée : quelques personnes ont saboté l'entreprise CULETTO et le boulot terminé, sont retournées au bal.

Comme tout un chacun, nous nous efforçons de prendre en mains notre histoire, l'histoire enfin débarassée de toutes les majuscules d'opérette qui l'encombrent.

Vous semblez définir une intervention ponctualiste. Pourtant la stratégie du sabotage économique qui se développe contre GOLFECH suppose une continuité dans le temps. Vous inscrivez-vous dans cette stratégie, et si, oui, pourquoi ?

HARPO: une tâche n'a dans le temps que les limites que nous lui imposons, tantôt à court terme, tantôt à long terme, tout dépend de la stratégie adoptée. Lorsque nous pratiquons le sabotage économique sur GOLFECH, nous nous attaquons aux tenants du Capital, en mettant l'accent sur l'aspect anti-capitaliste de la lutte anti-nucléaire. Les accointances entre EDF et le patronat, les super-profits engendrés par l'industrie nucléaire, les regroupements d'intérêts, sont ainsi dénoncés. Cependant, la plupart des entreprises qui travaillent

Cependant, la plupart des entreprises qui travaillent pour EDF, n'ont pas les reins assez solides pour supporter nos coups de colère dévastateurs. Sans le soutien total de l'Etat, elles seraient condamnées à la faillite.

Le sabotage maintient une pression constante sur le pouvoir, l'obligeant à offrir des garanties financières et de sécurité de plus en plus élevées à des patrons qui perdent confiance. Et, comme chaque attentat s'additionne aux précédents, la note s'alourdit, s'alourdit, GOLFECH s'enchérit, s'enchérit, et nous, on rit, on rit.

Psychologiquement, le sabotage crée un climat d'insécurité permanent chez les exploiteurs de tous poils. Eux qui croyaient réaliser des superprofits en toute impunité, sont amenés à s'interroger sauvagement : "Irais ? Irais-pas ?"

Nous pensons aussi que chacun d'entre nous avait le sentiment qu'il fallait frapper vite et fort (les travaux ne faisaient que commencer) tout en désignant une nouvelle forme de lutte possible;

par exemple, le blocus pacifique ou pas de toutes les entreprises travaillant sur le site et retarder les travaux au maximum.

Vous considerez-vous comme des professionels, des spécialistes du sabotage, étant donné l'étendue des dégats infligés à l'entreprise CULETTO ?

GROUCHO: tout autant que nous sommes journalistes spécialisés quand nous écrivons un article, un tract, un certain souci d'efficacité ne signifie "spécialiste" que dans les phantasmes des journaleux...

Savent-ils, ces "spécialistes" de la plume, qu'en nous définissant ainsi de "spécialistes terroristes", ils participent à un processus, non seulement qu'ils ne maitrisent pas, mais qui, de plus, un jour prochain va se retourner contre eux ; lun jour, de plus en plus proche, où d'autres journalistes vont définir certains de leurs confrères "spécialistes sur les terroristes" ; et ces confrères-là vont faire les frais de surveillances ou de tracasseries policières, quand ce n'est pas d'interrogatoires musclés. Qu'on se rappelle l'aventure des journalistes de CANAL SUD, à TOULOUSE, préparant une emission sur le terrorisme et incarcérés, interrogés, frappés, à ce titre, dans les geôles du commissanat central.

Les journalistes, pris au jeu des titres ronflants, collaborent par leurs dénonciations hâtives à cette entreprise de criminalisation de la subversion et aident à la mise en place de l'appareil répressif dont demain, avec d'autres ils poursoit les les très les trè

demain, avec d'autres, ils pourront faire les frais.

Pour en revenir à notre pseudo-spécialité, n'y voyez qu'une question et de moyens et de contexte. Quand vous décidez de sortir un texte, vous essayez de le rendre le plus clair et le plus percutant possible; si vous décidez de saboter une entreprise, vous essayez de faire le plus de dégats possibles, sans danger pour qui que ce soit. La réflexion politique, dans un contexte donné, amène certaines décisions, certains projets : leur réalisation n'est plus qu'une affaire de moyens techniques.

Quelquefois, nous avons le choix, le plus sou-





vent nous utilisons les seuls moyens à notre disposition : un stylo, des allumettes... et un goût démesuré de la rigolade !

L'offensive réactionnaire des partis et syndicats de gauche contre le sabotage de la production et l'outil de travail nous marginalise effectivement dans cette forme de lutte et d'intervention.

Pourtant, le sabotage existe dans les entreprses, ce que la presse ne peut divuiguer par crainte de l'exemplarité, qu'il soit le fruit d'un rasle-le- bol ou l'application consciente d'une démarche collective... et le plaisir est le même !

Ne vous sentez-vous pas responsable du chômage technique des ouvriers de Mr CU-LETTO ?

GROUCHO: notre mépris du travail ne signifie pas le mépris de ceux qui, comme nous, sont contraints de se vendre pour bouffer, coincés entre le besoin d'être dans la production pour survivre et le besoin de la bouziller pour vivre.

de la bouziller pour vivre.

Il est tout de même curieux que les medias s'émeuvent du sort de 50 personnes en chômage technique, pour des circonstances particulières. Pourquoi ne sont-elles pas aussi soucieuses des milliers de chômeurs à venir, à la fin des chantiers de la centrale de GOLFECH? Quels seronties responsables? la fatalité? la conjoncture? la crise? quels vont-être les boucs émissaires si les saboteurs sont absents? Peut-être les ouvriers eux-mêmes ... pas assez rentables, saboteurs inconscients de la productivité!

Le chômage n'existe que parce que le travail salarié existe ; il faudrait remettre les pointeuses à l'heure!

Dans le cadre de ce sabotage, comme dans d'autres, les pouvoirs publics ont dénoncé ces formes d'actions, comme étant entre autres "des prétextes ideologiques"... votre soif de violence ne la justifiezvous pas par un discours ideologique ?

GROUCHO: "Mais comment peut-on sérieusement parler avec des gens qui n'ont pas vraiment l'Intention d'abolir la violence et l'injustice, mais qui veulent au contraire la monopoliser..."

... ceci sur notre soi-disant violence et en réponse à ceux qui vendent des AMX et des SUPER-ETEN-DARDS dans le monde entier, ceux qui tuent les voleurs de voltures et décorent les assassins galonnés, ceux qui s'engraissent quotidiennement de notre déchéance, fatigue, mort lente quotidienne au boulot.

Le "prétexte ideologique", lorsque le Conseil Régional faisait, par un simulâcre d'opposition, monter les enchères pour son adhésion au projet de la Centrale de GOLFECH, était une condamnation du "Tout-Nucléaire" et le respect démacratique de l'assentiment des populations locales.

Le "prétexte ideologique", après le bakchich d'un milliard, légitimant l'accord du Conseil Régional à ce projet, était la relance économique d'une ré-

C'est dire que ces messieurs-dames en connaissaient un bon bout sur la question des discours-prétextes....

Quant à nous, nous annonçons la couleur: Prétexte ideologique, pourqoi pas ? s'il nous faut le contexte d'une lutte locale pour exprimer notre opposition et en développer le contenu par nos textes et nos interventions.

Nous, on veut bien appeler GOLFECH, un prétexte, tant il est vral qu'arrêter cette centrale pour la reconstruire à 1000 bornes de là ne nous intéresse que très modérement.

Prétexte ou exemplaire, quand nous nous battons contre GOLFECH, c'est contre le patronat, l'Etat et autre EDF que nous prenons la parole ou le bâton : nous retrouvons-là, dans toute leur violence, tous les rouages du pouvoir.

Un grand dessein que vous définissez-là. N'est-il pas en contradiction avec le ton franchement rigolard de vos communiqués ?

HARPO : nous dirons humour ; humour nécessaire

dans nos vies quotidiennes ; humour outil politique.

Lorsqu'après un repas blen arrosé, nous pondons une signature farfelue pour revendiquer nos actes, nous cherchons à éviter toute mystification de notre réalité. Ni avant-garde "révolutionnaire", ni dynamiteros, ni névrosés de la gachette, ni clandestins, nous ne représentons que nous-mêmes avec nos utopies et nos peurs. Anti-autoritaires, nous ne sommes porteurs d'aucun programme de substitution aux programmes en cours ou à venir. Comme tout humain normalement irradié, nous portons tièrement nos deux coeurs et nos quatre bras. Mais, nos épaules trop frêles ne peuvent supporter l'auto-culpabilisation tiersmondiste, ni l'imperialisme, encore moins le poids de l'histoire, surtout pas les plaies de l'univers. L'humour est un merveilleux antidote à tout celà. Nous reprenons à notre compte l'adage populaire: "se prendre au sérieux, c'est mourir un peu".

De plus, nous ne monopolisons pas le label du communiqué humoristique. Le rire est contagleux Ainsi, pour l'attentat contre ITN, alors lequel nous n'avons rien à voir, imaginez Christine OCKRENT prenant sa tête des mauvais jours pour annoncer que cette entreprise s'est envolée en fumée, lire le communique dans son intégralité, dévoller (toujours sans rire) le nom du groupe qui a perpetré ce lâche attentat :

UN GROUPE JUSQU'ICI INCONNU et faire croire qu'une organisation para-militaire, à la solde de l'Arabie Saoudite, en est à l'origine?

Dans tous les cas, la propagande médiatique d'Etat qui vise à nous assimiler à de dangereux terroristes, s'essoufle lamentablement. Lorsqu'ils affirment chaque fois, que seule la Providence a voulu qu'il n'y ait pas de victimes, et que ça dure depuis 10 ans. personne n'est dupe.

10 ans, personne n'est dupe. Nos cibles (justice, armée, flics, patronat, nucléaire, etc...) sont suffisament claires en soi.

L'humour contenu dans nos textes de revendication, le choix politique d'éviter des victimes, les signatures farfelues, se conjuguent pour n'inquièter que les tenants de l'exploitation. Les spectateurs de nso actes ne peuvent qu'en rire ou, au pire, s'en foutre. Mais entendons-nous, nous ne sommes pas des clowns qui chercheraient à amuser toutes les classes sociales. Demandez au sieur CULETTO, exploiteur de choc et à tous ses corréligionaires s'ils

ont beaucoup ri à la suite de notre visite chez eux. Nos sourires bruyants se veulent un clin d'oeil complice aux damnés de la terre et à eux seuls.

Le dérisoire contenu de nos actes d'insoumission consomme la dérision d'un système de soumission.

Et puis...la langue française est suffisament riche pour que nous ayons du plaisir à sublimer un maximum de mots, plutôt que d'en scléroser quelques-uns.

La devise d'HARPO :
"le choc des bombes, le poids des mots !"

Vous convenez donc que pour vous, tout est prétexte à déranger, à troubler le sommeil des honnêtes gens, au nom de l'ideologie qui est la vôtre.

GROUCHO: on parle beaucoup de la majorité silencieuse, celle qui fait tant de bruit sur les medias; il y a aussi une opposition baillonée, une minorité qui ne peut s'exprimer qu'à travers des refus politiques et sociaux, puisqu'elle refuse le simulâcre de la democratie, qui ne demande pas le droit à la parole, le droit à la justice, le droit de l'homme; ses droits, elle les prend, ou elle essaie. Cette minorité existe; inorganisée ou désorganisée, atomisée dans le tissu social, révolutionnaire ou déviante; par nos pratiques, nous affirmons sa spécificité: sans illusion sur la propagande des idées, mais solidaire de tous ceux qui ne supportent plus l'injustice et prête à filer, ou engranger, ses petites recettes pour subvertir une vie quotidienne capitalisée.

Et votre vie personnelle dans tout ça?

HARPO: "Trainant mon sac de sales réveils, de soirs perdus, de vieux chagrins, d'espoirs, de céceptions, d'orages, de sourires, de rigolades et de pleurs, sans savoir où j'ai posé mes larmes, mes armes, mes alarmes, si j'ai bien fait, si j'ai ami fait, le vals."

apathy In U.K.

Depuis les émeutes de I982, on n'a que peu parlé des mouvements urbains anglais. Et pourtant, des initiatives souvent spectaculaires ont eu lieu. Au nombre de celles-ci, le siège de la base de "Greenham Common" par les féministes qui y campent depuis bientôt plus de deux ans.

Plus large et moins sectaire, la journée d'intervention contre la "City", centre d'affaire londonien et lieu privilègié de placement des avoirs américains en Europe.

Hélas,il convient de déplorer la forme dérisoire prise par la lutte. D'abord les objectifs;l'intitulé ne veut pas dire grand chose, "Stop the City march" a priori voudrait sousentendre une volonté d'arrêter la marche des affaires...fort bien!

A l'épreuve des faits il s'agit de bien autre chose. La marche de l'automne (29 sept.) avait comme but de "protester contre les institutions financières et leur rôle dans le tra fic d'armes international, la répression, la pauvreté, la destruction du milieu naturel et l'exploitation animale et humaine"... Soit!

En fait, avec un tel programme, sans doute le minimum eut été de bloquer les voies d'accès principales avec les moyens du bord; voitures, poubelles enflammées, comme ce fut proposé par nos camarades autonomes anglais.

C'était sans compter avec le caractère résolûment non violent du mouvement anarchiste anglais.Pour lui, pas question d'avoir recours à quelque violence que ce soit.Le 28 septembre 1983, "The Angry Brigade" (la brigade de la colère) fit sauter une agence de l'Américan Express et provoqua un tollé dans le mouvement pacifique; pour les anarchopunks anglais, avoir recours aux explosifs, c'était noircir (!) la réputation du mouvement.Quant à l'attitude vis à vis des forces de police,

le raisonnement généralement admis est de penser que "ce sont des gens normaux.Les haïr c'est descendre à leur niveau;qu'ils font juste un travail en lequel ils croient" ou, plus politique "qu'ils font partie de la "classe ouvrière" mais de cette fraction historiquement permanente qui se trompe et que la révolution les fera rentrer-d'elle même-dans le droit chemin"...No comment!

Quant aux féministes, autre composante importante, elles basent leur leadership du mouvement sur le fait que leur sexe est naturellement "tolérant et pacifique" et que, par conséquent, "les femmes, des deux sexes, sont le meilleur"; ayant une mission messianique à apporter à l'humanité.

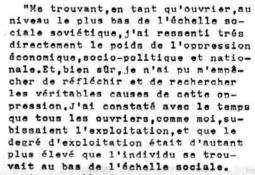
Dès lors, comment s'étonner des perspectives peu réjouissantes de la prochaine "Stop the City March"; sans doute cette fois ci -29 mars 1984n'ira-t-on guère plus loin. D'abord les objectifs sont les mêmes; il s'agit de convaincre les hommes d'affaires de ne pas affamer la planète, de les retenir en discutant avec eux pour leur démontrer combien ils sont méchants avec le Tiers-Monde et les animaux. Ensuite, pour les convaincre que les manifestants ne sont pas enragés, une distribution de vivres est prévue aux pauvres cadres probablement éplorés par les vilénies qu'ils n'auront pas manqué de découvrir sur leur propre compte.

En fait,il semble bien qu'aujourd' hui il existe une incapacité chronique à se fixer des échéances;vouloir bloquer un centre d'affaire en essayant de discuter avec des financiers est totalement illusoire,tout comme est illusoire d'espérer dans l'état actuel des choses voir un nombre significatif d'individus prendre réellement les moyens de leur politique.

GUY FAWKES COLLECTIV



LE FEU SOUTERRAIN

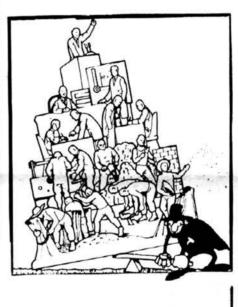


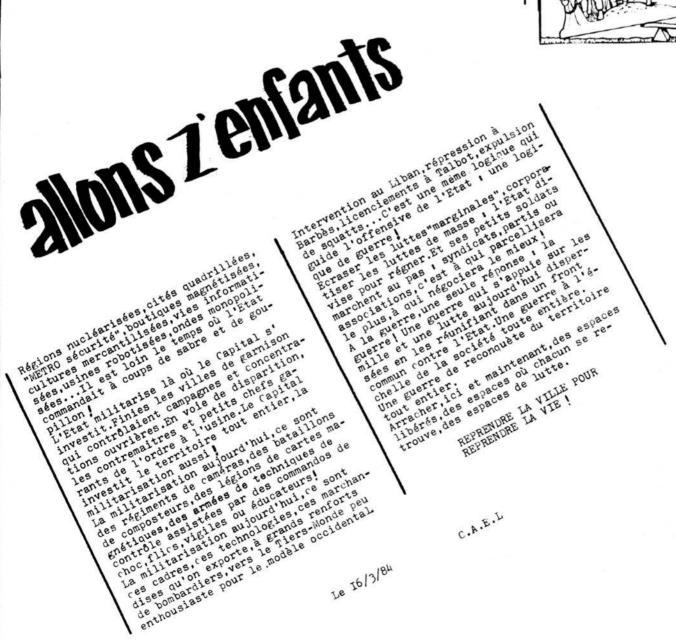
D'une manière ou d'une autre, je suis parvenu à la conviction que le principal exploiteur en URSS, c'était l'Etat et la classe qui le sert, la bourgeoisie de l'Etat parti, à qui appartient le pouvoir réel dans le pays(...)En bref, je suis parvenu à la conviction que dans notre pays existe un capitalisme d'Etat doté d'une forme totalitaire de pouvoir politique..."

Nikolaf Poguiba, ouvrier ukrainien.

Le "feu souterrain" c'est le titre d'un ouvrage paru récemment aux éditions "ad hoc" I984 et qui se veut une compilation des textes des dissidents (SAMIZOAT).Aujourd'hui,il est de bon ton de présenter tout ce qui est contre le pouvoir soviétique comme une dissidence libérale. Bourgeoisie ayant droit de citer chez Montand ou au Club "perspective et Réalité".Ce recueil de textes tend à montrer qu'il existe effectivement un autre mouvement contestataire, celui dont on ne parle que peu car il est genant; car des ouvriers élevent la voix pour demander enfin un Etat Soviétique: qu'on revienne l'esprit de la révolution de 1917 déjà distante de plusieurs millénaires.Quelle déconvenue, en effet, pour les défroqués de la gauche bien pensante que de se rendre compte que la dénonciation du système soviétique passe par une analyse lucide qui le considère comme un capitalisme d' Etat !

Pour nous, que de surprises d'apprendre que la revue "Persnektivy" fait référence à Trotsky, Bakounine, Marcuse.Cohn Bendit:fournit des éléments d'analyse sur Kronstadt.sur la Rote Armée Fraktion d'Andreas Baader: que des cercles étudiant les "Grundrisse" s'étaient crées à Léningrad. Autant d'éléments disponibles dans cet ouvrage qu'il convient de connaftre pour faire face à une marée de désinformation soigneusement orchestrée par les girouettes patentées de la gauche ou par les libéraux pour qui la défense des dissidents ne constitue qu'un alibi.





automobile: une Crise bien réelle.

Phare du dévelopmement économique denuis le début des années 60 en Europe, au Japon, et l'entre-deux nuerres aux USA, l'industrie automobile fait figure au jourd'hui, en France, de secteur sinistré au même titre que la sidérurgie, les charbonnanes ou les chantiers navals. Comme de nombreuses autres branches d'activité, elle nartane les affres d'une crise qui affecte l'ensemble du monde industrialisé.

Jusqu'à là -et malaré des crises conjoncturelles- l'industrie automohile avait joué un rôle prédominant sinon central au sein des orandes économies canitalistes. Locomotive de la croissance, elle avait entraîné l' ensemble du tissu industriel par le biais d'achats à la sidérurgie, l'industrie des nlastiques, la construction mécanique et l'industrie textile, sans même compter la réalisation des infrastructures routières, la distribution du carburant, la réparation ou les assurances. Berceau de 1' organisation scientifique du travail, elle a rendu possible en liant salai re et productivité, l'essor de la

pooduction et de la consommation de masse.C'est en grande_partie sur la chaîne imaginée par H. Ford qu'est née la grande idéologie politique boumgeoise de l'Etat-Providence aulourd'hui en crise et au'inversemment a nu naître cette crise.Le dinantesque dévelopmement de la productivité: la haissa corrélative du nrix unitaire des véhicules liés à l'augmentation des revenus ouvriers ont ouverts à l'automobile d'immenses marchés. Pour satisfaire cette demande croissante, les constructeurs ont embauché massivement une main d'oeuvre adantée au nouveau cycle productif ou'impliquait la généralisation du taylorisme; c'est-àdire une force de travail en grande majorité dénualifiée produite par l'exode rurale et l'immigration.

L'automobile, de ce fait, a toujours été une industrie créatrice d'emplois.Ce qui a permis.dans le cas de la France -c'est énalement vrai pour les autres pavs producteursd'impulser les politiques de décentralisation (Renault à Cléon et Sandouville) ou de reconversions dans

les bassins d'emplois en crise (PSA à Valenciennes, Tremery et Metz).

Or sous l'assaut conjunué d'une progressive saturation des marchés et d'une contestation permanente dans l'usine, la crise est apparue. Désormais, l'embauche est fermée et l'industrie automobile n'assure plus son rôle traditionnel de réqulation en matière d'emploi ;ni,par ailleurs en matière d'équilibre du commerce extérieur.

La crise de l'automobile est donc le symptôme d'un bouleversement des grands équilibres de la production et de l'emploi d'un mode de dévelorpement construit depuis la fin de la seconde querre mondiale.car elle implique une réorganisation d'ensemble du processus productif.

Dans cette réorganisation, les japonais disposent de quelques lonqueurs d'avance: les américains sont en train de l'achever alors que les européens, pour des raisons sociales et politiques, ont tardé et doivent mettre les bouchées doubles s'ils veulent survivre...



que dans le même temps, le pourcentage de ses exportations passe de 4,6% à 56.6%. Cette spectaculaire progression s'est appuyée sur une forte croissance de son marché intérieur.

Une telle réussite n'est pas sans étonner ni faire des envieux. Il suffit de parcourir la presse patronale des autres pays industrialisés pour constater l'étonnante fascination qu'exerce le Japon sur le reste du monde. Mais au delà des lieux communs sur les spécificités culturelles et des fantasmes technocratiques sur les bienfaits de l'automation.on y relève rarement l' essentiel : à savoir que sa réussite économique tient à la spécificité d'un modèle économico-social garant d'une haute productivité et vecteur d'une exploitation intensive de la force de travail.

L'organisation quasi-militaire de l' économie et de la société japonaises ainsi que la souplesse de ses processus de production sont les atoûts fondamentaux de sa prodigieuse réussite sur les marchés d'exportation,

Dès le premier choc pétrolier, l'automobile japonaise s'est restructurée et a alors bénéficié d'un formidable effort de recherche, d'innovation et de robotisation au prix d'un colossal pompage du capital national.

Au niveau de la société japonaise dans son ensemble, le passage de la filière métallique à la filière électronique a provoqué une déstabilisation des rapports sociaux impensable en Europe. Bien que le taux de chômage soit resté très bas (2,4%), cette trans formation à l'échelle d'un pays s'est soldée par des mises à la retraite massives (alors que les ouvriers Agés sont en grande partie à la charge de leur famille), une précarité générale

Alors qu'entre 65 et 73, le taux de croissance annuel dans la construction automobile dépassait les 10%,il stagne aux alentours de 2% entre 73 et 79.Et tout indique que la progression exceptionnelle des deux décennies précédentes appartient désormais au passé.

Ce tassement progressif des ventes de voitures particulières s'explique pour plusieurs raisons.D'abord.par une augmentation sans précédent de leur prix d'acquisition et de leur coût d'utilisation après les chocs nétroliers et la flambée des prix des matières premières (déjà depuis 68, lour prix réel n'avait cessé d'augmenter).Dans le même mouvement,l'accélération mondiale des tendances inflationnistes dés 73 a provoqué une modification de la stucture des consommation au détriment des biens durables coûteux. Cette sensibilisation de la demande automobile aux modifications de l'équilibre coût d'acquisition / revenus explique que les pouvoirs publics des principaux pays industrialisés en aient fait un champ d'action conjoncturel privilégié(fiscalité, crédits, etc...). Ces mesures, destinées à freiner la consommation de manière autoritaire et temporaire dans le cadre d'une politique antiinflationniste plus large (augmentation du coût de certains biens, contrôle des salaires ...) se répercute sur la demande de voitures particulières. (1)

Mais, plus profondemment, ce tassement des ventes (-11,2% entre 73 et 75 et -18,9% entre 79 et 81) exprime une tendance générale à tous les pays industrialisés de saturation progressive du marché. En France, de 73 à 79, le nombre d'automobiles par habitant n'a augmenté que de 12% (280 à 314 pour 1000) alors que de 67 à 73,1a progression avait atteint 37% (de 204 à 280 .pour 1000).Certes, nous sommes encore loin de la croissance zéro puisqu'au regard des USA, le taux de motorisation des ménages atteint à peine le niveau américain de 60 (340 pour 1000), mais certains phénomènes comme un mouvement de démotorisation dans les zones fortement urbanisées en raison de problèmes de circulation et de stationnement liés

compétitifs, tendent à accréditer l' idée que le marché n'augmentera que faiblement dans les années à venir.

D'autre part, sur les marchés extérieurs, les pays de l'Est et les pays en voie de développement largement sous-équipés ne constituent pas actuellement de marchés de substitution en raison de leur endettement catastrophique et des obligations dans lesquelles ils se trouvent de contrôler leur balance commerciale.

La rupture monétaire de 79 et la hausse des taux d'intérêt américains en retournant le rapport de force au profit des créanciers, ont provoqué un mouvement de hausse de la monnaie internationale qu'est le dollar d' une ampleur sans précédent, et ont alourdi fortement la charge des intérêts qui pèse sur les débiteurs. Certains sont pratiquement en situation d'insolvabilité et ne doivent leur salut qu'à un rééchelonnement permanent de leur dette.

Prudents, certains constructeurs comme Volkswagen tentent de prendre pied sur les immenses marchés potentiels que représentent l'Asie du Sud Ouest et surtout la Chine.Les récents accords signés entre Volkswagen et Nissan devraient permettre à la firme allemande de bénéficier des implantations commerciales japonaises en Asie. Volkswagen, toujours, est le seul constructeur européen à avoir plupart des acquis ont été remis en installé une tête de pont en Chine. Reste à prouver que la demande solvable puisse s'y développer dans les décennies à venir.La constitution d' une classe moyenne en Chine-pour autant que ce pays choisisse un tel mode de développement-demeure particulièrement hypothétique.D'autre part, rien ne permet d'envisager une transformation du produit automobile de manière à ce qu'il s'adapte aux carences infrastructurelles (manque de logistique routière) de ce pays. Le véhicule automobile a atteint aujourd'hui un seuil technique et les améliorations dépendent désormais d' innovations issues d'autres filières industrielles comme les matériaux nouveaux (plastique, résines, aluminium) ou de l'électronique.

tion moins dramatique que les autrespeuvent-ils encore favoriser une production locale à partir de filiales américaines, européennes ou japonaises Mais vraisemblablement, pas beaucoup

Cette tendance structurelle à la saturation des marchés est la cause majeure de l'exacerbation et de l' internationalisation de la concurrence mondiale. Dans une telle situation chaque constructeur n'a d'autre choix que de s'engager dans une course effrénée pour tenter d'arracher les parts marginales d'un marché particulièrement convoité. Cette véritable guerre où s'affrontent les plus importants colosses industriels et financiers ne peut que pousser vers un procès de concentration et à des accords qui bouleverseront l'actuel équilibre entre les forces.

Or, dans ce jeu gigantesque, les constructeurs européens ne disposent pas des mêmes atouts que leurs adversaires japonais et plus récemment américains dont la compétitivité se fait douloureusement sentir.

LA SUPREMATIE JAPONAISE : SON MODELE ECONOMICO-SOCIAL

Au cours des 20 dernières années.la question dans ce marché automobile qui représente la plus grosse catégorie de produits manufacturés dans les échanges mondiaux.

En 67. seules les 5 économies dominantes (USA, RFA, Japon, France et G.B) réalisaient d'importants excédents (les marges bénéficiaires restant pourtant trés inégales). Mais, elles se livrent pendant la période à une telle concurrence -tant sur leurs propres marchés que sur les marchés tiers-que cela aboutit à un véritable bouleversement de leurs positions respectives et notamment à l'écrasement des excédents de 2 exportateurs : les USA et

Le grand bénéficiaire de cette redis tribution mondiale des rôles est le Japon qui parvient à concquérir une part considérable du marché.Dans la Dans le meilleur des cas.donc.seuls production automobile mondiale,il pas-

TAUX DE MOTORISATION

Unité: nombre de voitures par 1 000 habitants

	1955	1960	1965	1970	1975	1981	1982
France	69	122	196	230	293	355	366
Etats-Unis	314	342	385	442	497	545	541
Japon	2	5	22	68	155	202	209
Allemagne fédérale	32	81	152	216	292	377	384
Italie	18	40	106	166	270	309	323
Grande-Bretagne	69	106	165	208	250	276	280
URSS	1	3	4	6	15	26	_
RDA	_	17	39	68	112	150	
Pologne	1	4	8	15	32	63	_
Espagne	5	9	25	70	135	197	
Brésil	7	8	14	25	46	60	_

Sources : Argus, ONU, Courrier des pays de l'Est

PRODUCTION PAR PAYS TOUS VÉHICULES CONFONDUS 1950-1982

Unités : milliers de véhicules

	Japon	Etats- Unis	RFA	France	URSS	Italie	Canada
1950	31,6	8 003,1	304,9	357,7	362,9	128,5	390,1
1955	155,0	9 169,2	925,3	725,1	445,3	269,4	453,6
1960	482,0	7 905,0	2 055,1	1 349,3	523,6	644,6	395,9
1965	1 875,6	11 137,8	2 976,5	1 616,1	616,3	1 206,1	849,9
1970	5 289,2	8 283,9	3 829,9	2 756,2	916,1	1 854,3	1 188,5
1975	6 941,6	8 989,2	3 186,2	2 861,4	1 964,0	1 458,6	1 450,0
1979	9 635,5	11 480,7	4 249,7	3 613,5	2 165,0	1 632,3	1623,5
1981	11 179,0	7 936,2	3 897,0	3 019,4	2 230,0	1 433,7	_
1982	10 737,0	6 986,0	4 062,7	3 148,8	-	1 453,0	1 234,6
	Grande- Bretagne	Espagne	Brésil	Mexique	Pologne	RDA	Monde
1950	783,7	0,2	_	1,-1	0,8	13,3	10 081,0
1955	1 237,1	18,5	-	-	16,5	44,0	13 700,0
1960	1 810,7	52,6	134,0	_	34,5	76,0	16 014,6
1965	2 177,3	220,0	180,8	126,7	58,0	110,0	24 219,6
1970	2 098,5	539,1	416,0	187,0	120,0	150,0	29 063,3
1975	1 648,4	814,2	930,0	360,7	258,4	200,0	32 884,5
1979	1 478,9	1 122,9	1 071,4	444,6	406,0	220,0	41 885,3
1981	1 184,2	987,5	740,1	560,0	360,0	217,5	

à 1 xistence de transports collectifs certains de ces pays-dans une situa- se de 3,5% en 60 à 31,5% en 81, alors Sources: US Department of Commerce, INSEE, Argus, CSCA.



entreprises américaines -puis ensuite en Europe, également pour des raisons de compétitivité- .

dollar qui grève la compétitivité des

LA REPONSE AMERICAINE ... PROTECTIONNISME ET RESTRUCTURATION SAUVAGE.

Le premier marché mondial par sa taille est aujourd-hui convoité et disputé par l'ensemble des constructeurs automobile internationaux. Devant les dangers de la pénétration étrangére et les tensions intérieures suscitées par cette situation, l'administration Reagan a pris un certain nombre de mesures protectionnistes sous la pression des entreprises et des syndicats soudés en une union sacrée pour la défense du tissu industriel natio-En Mai 81.des accords bilatéraux

étaient plus ou moins imposés aux japonais, dans le cadre des Japonunited States Economics Groups, en vue d'arriver rapidement à une limitation volontaire des importations de voitures pour trois années consécutives.Les japonais sont pourtant parvenus l'année suivante à accroître leurs exportations en valeur en augmentant leurs prix et en proposant des modèles de haut-de-gamme.Ce répit devait être mis à profit par les constructeurs pour restructurer leur industrie et pour préparer de nouveaux modèles; en fait, adapter leurs gammes aux évolutions de la demande vers des véhicules de moindre dimension, plus économiques tout en robotisant leurs installati ons.Apparemment, cette trève leur semble insuffisante puisqu'ils réclament un prolongement des quotas frappant les japonais.Ce qui est plus grave encore de la part des chantres du libre-échange c'est que le congrés discute depuis plusieurs mois un projet de loi ghi imposerait aux importateurs un taux d'intégration local des composants pouvant atteindre 90% à partir de 1990. Certains industriels de la communication menacent de soutenr a projet s'ils n'obtiennent pas de commandes substantielles de Nippon-Telegraph and Telephone.L'automobile dealer contre l'électronique?

Parallélement à cette offensive protectionniste, un accord de production a pu être signé en février 83 entre Toyota et General Motors. Celui-ci permettra peut-ŝtre aux constructeurs japonais de contourner tout ce savant édifice de protection tout en donnant l'occasion à General Motors de développer son savoir-faire pour les voitures de petit gabarit.

Cependant, les constructeurs américains ne sont pas restés inactifs. Au cours de l'année 83,11s ont réalisé de très bons résultats. En Europe Ford talonne de très près le premier constructeur : Renault.

Ce dynamisme retrouvé des américains est le produit d'une intense restructuration de l'ensemble de pro cessus de production dans toute la filière automobile qui a permis de restaurer dans l'entreprise une rentabilité moyenne.

Dés 79, la restructuration dans les entreprises américaines a atteint des proportions énormes et ouvriers étaient expulsés massivement du cycle productif (de 900 000 employés dans la filière automobile er 78.il n'en restera qu'environ 4 à 500 oo en 90).Dans cette opération douloureuse, le syndicat de l'automobile (UAW) a apporté un concours précieux aux états-majors des firmes en faisant preuve d'un réalisme économique assez sidérant. Son secrétaie général Douglas Fraser déclarait : "en moyenne une voiture japonaise coûte 25% moins chère qu'une voiture américai ne"et qu'en conséquence"seule la réduction du coût unitaire et la mobilité de la main-d'oeuvre peuvent rendre l'industrie automobile améri caine compétitive par rapport à celle du Japon. "De telles concessions ont soulevé de nombreuses protestations dans une base syndicale peu disposée à toute réduction des salaires et avantages sociaux. Mais si un mouvement s'est bien profilé, il n'est pas parvenu à dégager d'alternative."Ces types nous genent pas mal-reconnai-

noritaires".

Comme on pouvait s'y attendre.d'aussi bonnes dispositions de la part des états- majors syndicaux ont donné d'appréciables résultats en matiére de restauration du taux de profit. Général Motors, le premier constructeur mondial, qui confrôle à lui seul presque la moitié du marché américain a réalisé en 83 le chiffre record de 3,7 milliards de dollars de bénéfice et donne ainsi raison aux propos tenus en 81 par Lee Iacocca, directeur de Chrysler :"la crise nous a permis de restructurer l'industrie automo bile; la reprise économique fera sûrement le reste". Toutefois, ces bénéfices n'ont pas été engendrés par une augmentation de la production(inférieure à celle de 78 juste avant la crise), mais par une intensification très importante de la charge de travail pour les ouvriers qui ont eu la"chance"de conserver leur emploi. D'après le Wall Street Journal, les ouvriers et cadres de Détroit travaillent désormais de 40 à 60 heures par semaine.Les ouvriers de Chrysler, quant à eux sont encore plus mal lotis, ils gagnent 2 dollars par heure de moins que leurs collégues de General Motors ou de Ford tout en ayant perdus une partie appréciable de leurs avantages sociaux.

Ces efforts semblent encore insuffisant à General Motors car, six mois avant le renouvelement des conventions collectives, la direction menace de licencier entre 60 et 120.000 ouvriers supplémentaires dans les trois prochaines années. Au-delà du chantage, le différentiel de coût avec les japonais ne parait pas complêtement comblé malgré le rattrapage technologique et la mise au pas de la force de travail restante à l'usine.

L'EUROPE... UNE CITADELLE ASSIEGEE

Si c'est sur les marchés tiers que l'Europe est surtout attaquée par la concurrence nippone(CEE et Japon exceptés, la part mondiale détenue par les japonais est passée de 5% en 70 à 19% en 81, alors que celle de la Com munauté déclinait de 19% à 10%), le marché européen est lui-même trés per méable.En 1983, la Communauté Européenne a importé 916.187 véhicules alors qu'elle en exportait moins de 40.000 sur le principal marché d'Asie (cf.Le Monde du 3/2/84).De plus.malgré les engagements japonais à"accroi tre modérément"leur pression sur la CEE, les importations ont encore augmenté de 17.5% en 83.

De manière générale, la relative résistance des européens face à l'invasion japonaise tient plus aux protections douanières mises en place sur leurs marchés qu'à leur réelle compétitivité. En France, la pénétration japonaise est limitée à 3% en raison d'un accord d'autolimitation signé en 80:il en est de même en Italie a vec 2.200 véhicules (accord bilatéral de 56).Dans le reste de l'Europe,les japonais détiennent plus de 10% au Royaume-Uni et en RFA, et largement plus, de l'ordre de 25%, dans les pays non producteurs. Comme aux USA, les mesures tarifaires restrictives paraissent insuffigantes et certains navs signataires du traité de Rome exigent encore des durcissements.

Ces menaces protectionnistes ont amené les constructeurs japonais à essayer de contourner les obstacles douaniers et les quotas en s'implantant en Europe par le biais de programmes de coopération (ils mènent la même stratégie aux USA).Ce processus est déjà en route au Royaume-Uni et en Italie: British-Leyland fabrique déjà la Honda"ballade"et la vend avec quelques modifications sous le nom de Triumph Acclaim; le gouvernement Tatcher.pour résoudre ses problèmes de chômage et améliorer sa balance commerciale, a tout fait pour obtenir l'installation au Pays de Galles d'une usine Nissan devant produire 100.000 véhicules par an; Alfa-Roméo et Nissan vont produire dans le sud de l'Italie_une petite voiture au rythme de 6.000 unités par an.En Espagne, pays qui pourrait rentrer prochainement dans le Marché Commun, Nissan a pris en 82 une participation de 54% dans Motor Ibérica.

Toutefois, cette internationalisation de la production n'est pas sans risque pour les japonais dans la mesure où leur compétitivité est le

produit d'une situation sociale et industrielle particulières difficilement transposable ailleurs.

La poussée japonaise prend pour les européens la forme d'un véritable défi car elle implique qu'ils parviennent à réduire dans les plus brefs délais l'écart des prix de revient en faveur des japonais estimé à plus de 30% en 81. Mais, si c'est cette poussée qui est aujourd'hui la plus inquiétante,il n'en reste pas moins que ce sont les USA qui risquent de déterminer la configuration de l'industrie automobile mondiale à l'horizon 90. Alors que la pression japonaise est relativement contenue; les américains percent en Europe. Ford y détient 12.7 pour cent du marché et Général Motors avec sa filiale Opel vient de dépasser en 83 Volkswagen de 1,5 point. Les américains sortis regaillardis de la crise avec une productivité nettement améliorée disposent en Europe d'implantations trés modernes et performantes. Général Motors à Saragosse dispose d'une usine parmi les plus modernes au monde.Lorsque l'on voit les capacités de figancement dégagées aux USA (1,8 milliard de dollars pour G.M et 7,5 pour Ford), on peut craindre qu'ils n'investissent une part de cet argent sur un marché qui est 1' enjeu des années à venir. (cf. Le Monde du 12/8/83).

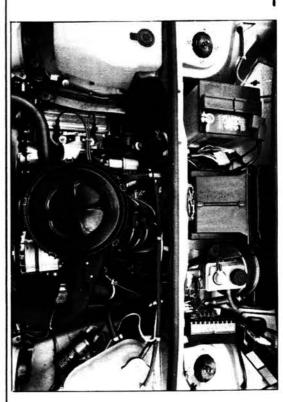
Face à cet encerclement, le danger est donc pour les constructeurs européens d'être refoulés sur un marché intérieur de plus en plus difficile à contrôler aprés avoir été expulsés des marchés extérieurs.

L'EUROPE DES DISPARITES

Toutefois, l'Europe ne réagit pas comme une entité économico-politique homogène au meme titre que les USA et le Japon.La crise politique et institutionnelle de la communauté européenne clairement perceptible depuis le sommet d'Athènes fera sûrement que si le piétinement des exportations se maintient, un repli sur la CEE signifiera une exacerbation de la concurrence entre les constructeurs automobile européens. Dé |à la RFA reporte en partie sur ses partenaires de la communauté la pression qu'elle subit au niveau mondial de la part des Japonais et des américains.

D'autres facteurs comme la disparité de niveau de développement tant en ce qui concerne le processus de modernisation que la mise au pas des ouvriers dans l'usine font que même au sein de l'Europe les constructeurs montent au front en ordre dispersé et que les firmes françaises.Renault et surtout PSA, sont effectivement en position de faiblesse.

L'industrie automobile en France possède des particularités qui la distinguent de ses principaux concurrents européens. A la différence de la RFA où les constructeurs sont parvenus en raison d'un climat social favorable à moderniser sans a coup leur appareil productif; de l'Italie où la Fiat est parvenue à imposer la restruc turation à des ouvriers trés combatifs,



de l'emploi, un déclassement, une diminution du pouvoir d'achat et un sousemploi largement développé.Comme le relève un observateur : "Une vieille tradition japonaise est de chercher une solution à une situation grave en faisant un bond économique en avant et un bond social en arrière".(2)

L'organisation interne de la filière automobile explique également son efficacité compétitive.Les relations clients/fournisseurs; constructeurs proprement dit/équipementiers et soustraitants y jouent un rôle central. Chez Toyota, par exemple, existe depuis la fin des années 50 un système de relations inter-industrielles basé sur des commandes et des livraisons en temps presque réel, permettant une minimisation des stocks.L'établissement de production donneur d'ordres, fixe une quantité et une date de livraison; celle-ci se fait pratiquement sur la chaine sans passer par les entrepots de stockage. Une telle souplesse du processus productif, si elle repose en partie sur une organisation trés intégrée au niveau des filières (les constructeurs automobile possèdent leurs propres usines sidérurgiques...) s'appuie surtout sur un système de relations sociales qui permet une grande flexibilité de la force de travail.

Le tissu industriel japonais est profondément inégal, s'y cotoyent des usines automatisées et des entreprises dignes du Tiers-Monde; y existe une disparité de développement et de niveau de productivité qui a sa contrepartie au sein de la force de travail, phénomènes significatifs d'une société duale. Aux secteurs industriels trés productifs s'opposent les PME; aux emplois stables et garantis (les fameux emplois à vie qui concernent seulement un tiers de la population active), les ouvriers des PME, les temporaires, intérimaires, mutants agricoles, journaliers et travailleurs à doinégalités de développement, de statut, sur cette stratification de la classe ouvrière que s'est construit le miracle japonais. La surexploitation des ouvriers japonais par rapport aux ouvriers européens et américains est tellement évidente qu'Agnelli, PDG de la Fiat. déclarait en novembre 80 : "les automobiles japonaises pénètrent nos marchés car elles sont de bonne qualité et bon marché. Mais nous considérons que les différences de condition sociale au Japon et en Europe permettent une productivité beaucoup plus élévée au Japon" (cf.libé. 20/11/80). Un hymne en faveur d'une exploitation moralisée ?

En attendant cette homogénéisation hypothétique des conditions d'exploitation, les voitures japonaises restent particulièrement compétitives.Leur poussée exportatrice s'est d'abord manifestée sur le marché américain (0,2% en 64 et 20,6% en 81),où, hormis leur prix compétitif, elles ont bénéficié de l'évolution de la demande américaine en faveur des petites cylindrées après ssait Fraser-mais ils resteront mi-

existe en France une réelle combativité.En raison de facteurs politiques et sociaux, la modernisation y a été longtemps différée. Mais dès septembre 81, sous l'effet conjugué de menaces de restructuration et de l'arrivée de la gauche au pouvoir, un important cycle de lutte ouvrière s'enclenche dans les usines automobiles (voir TOUT nº 6-7). Les luttes récentes de Poissy ne sont que les dernières en date (voir article "Requiem pour le B3).

De plus, l'automobile française a, par rapport à ses concurrents européens un retard_important au niveau technologique. Alors que dès 74 -après la guerre du Kippour- Fiat arrête toute embauche, Renault et Peugeot, confiants dans la stabilité et la docilité de leur main d'oeuvre immigrée, embauchent massivement. Ce qui entraîne dans un premier temps une forte expansion. PSA n'investit pas dans la recherche technologique alors que la compétitivité est de plus en plus liée à la modernisation de l'appareil productif. Le discours défendu actuellement par cette firme selon lequel il suffirait de réduire la masse salariale pour faire du bénéfice qu'on investirait dans les nouvelles technologies est trop sommaire et masque l'essentiel : à savoir que PSA est incapable de procéder de la même_manière que Fiat l' avait fait en 81.Si Fiat a réussi en quelques mois à faire des bénéfices et à conquérir de nouvelles parts de marché après avoir vidé 30.000 ouvriers de l'usine, c'est_que technologiquement elle était prête. Son problème c'était celui de la main d'oeuvre, de la paix sociale.PSA, au contraire, est incapable actuellement d'effectuer ce saut.Son usine robotisée de Mulhouse semble plutôt un laboratoire qu'autre chose.

la famille Peugeot), ce qui, a jouté à l'historique particulier d'une firme qui s'est développée par apports,achats successifs, ayant entraîné des incohérences, n'est pas fait pour arranger. La régie Renault, quant à elle, est en avance sur sa concurrente francaise tant au niveau social(nécessité pour une firme nationalisée de respecter certaines formes dans les conflits sociaux)qu'au niveau tech-

De surcroît, deux stratégies diffé-

rentes semblent s'affronter au sein

d'une direction désunie (CALVET et

nologique.Pourtant, même là, le retard est perceptible par rapport à la Fiat.Alors que, chez Fiat, le système robotique est compliqué(la chaîne n' existe plus et est remplacée par des chariots filoquidés: l'atelier flexible), chez Renault on robotise la chaîne. Ce qui est moins flexible et moins rentable à long terme lors du changement de modèles, même si ça coûte moins cher au début.

Dé jà dans certains milieux patronaux on se demande si ça vaut la peine de poursuivre une bataille perdue d'avance.

(1) C'est en condamnant ce type de mesures et en proposant une politique néo-keynésienne de relance par la consommation liée à une reconquête du marché intérieur que la CGT et le PCF entendent faire redémarrer la croissance.De là,cette opposition à toute idée de sureffectif dans l'industrie automobile qui les a distingué lors du récent conflit Talbot.

(2) Phrase citée dans "Japon : l'envers du miracle" de Kamata



LES VOITURES AU FEU, L'ETAT AU MILIEU!

Tout le monde dehors! On débarasse! On déménage! On restructure, comme disent les machines à calculer qui nous gouvernent. Pour produire plus, employons moins. Pour gagner plus, salarions moins. A la rue les prolos, à la mer les immigrés!

FINI LE TRAVAIL ? Mortes les chaines, supprimées les cadebces ? Nous, on veut bien -- l'esclavage, on a jamais été pour. Mais la misère, la famine, les trottoires pour logement, ça non! Pas question. Nous ne crèverons pas de faim pour les beaux yeux de l'Economie!

Nous voulons vivre. Nous voulons les mouens pour vivre.

Après tout, quand il avaient besoin de notre travail, ils nous payaient. Aujourd'hui, pour gagner plus, ils ont be-soin de notre chômage. Eh bien, qu'ils nous payent aussi. Les gains de productivité qu'ils veulent faire sur notre dos,

c'est nous qui devons en profiter! Travailleurs licenciés, jeunes chômeurs des cités, français ou immigrés, nous voulons du fric.

Du fric pour retourner au pays, du fric pour survivre ici, du fric pour exister partout.

Travail ou pas, nous voulons un salaire garanti, un logement gratuit, la bouffe à volonté et la culture pour tous. Les licenciements, le chômage ? On

s'en fout. Qu'on nous donne les millions! Et si les syndicats trahissent, s'ils se préoccupent plus des "grands équilibres économiques" que de notre vie, battons nous sans eux!

POUR UN REGROUPEMENT AUTONOME, POUR LE SALAIRE GARANTI, CONTRE LE TRAVAIL!

Nous voulons TOUT! - Centre Autonome Occupé - Collectif immigré Autonome



ALPHA-ROMEO 1980-1983: L'autre tactique patronnale et la résistance ouvrière.

Cette lettre de 40 pages, reprend un article paru dans le nº13 (janvier 83) de la revue "Autonomie, matériaux contre la société usine", consacré à "l'attaque technologique dans les métropoles".

Il analyse la tactique patronnale et la lutte ouvrière chez Alpha Roméo, entreprise d'Etat (à la différence de Fint) dont les usines principales se trouvent à Milan et à Naples.

Sur le thème des restructurations en cours dans l'industrie automobile européenne, l'exemple de l'Alpha Roméo permet d'aborder l'epparition des contrats de coopération avec des firmes japonaises, le rôle du PCI dans l'usine, celui de la colonne Walter Alasia des BR à Milan dont le "syndicalisme armé" était très présent à l'Alpha Roméo, de même des marges d'au-tonomie ouvrière (les délégués d'usine contre les syndicats) l'introduction de la Cassa Integrazione, les licenciements politiques contre les comportements antagonistes .

3ème lettre mensuelle d'information historique et politique du CEDOS

- . disponible contre 25 francs abonnement pour 10 nº: 200 francs
- à adresser au CEDOS

91 rue Championnet 75018 Paris

- Déjà parues:
 "Almanya": Turcs en Allemagne.
- La nouvelle "affaire Négri"

années 70.

- Guatemala 1944-1983: Question indienne, lutte de classe et guerilla. - Argentine 1976-1983: Un bilan du
- pouvoir économique des militaires. Organisation et luttes de l'émigration mauricienne en France dans les

La revue CLASSES DANGEREUSES dont le nº4 sortira en mai, portera sur les restructurations industrielles (automobile, sidérurgie) et les luttes ouvrières; sur les mouvements de la deuxième génération immigrée, les transports, le mouvement alternatif et pacifiste en Allemagne, la naissance du syndicat clandestin en Polo-

lusine au C de la Crise

Du point de vue capitaliste,le problème à résoudre est, on s'en doute.celui de la rentabilité.Il s'agit pour le constructeur automobile de profiter des baisses de coût fixe unitaire que permettent les économies d'échelle tout en s'adaptant rapidement aux fluctuations de la demande, Sur ce dernier point, par exemple, Volkswagen, faute d'avoir su à temps renouveler sa gamme trop axée sur son modèle "Coccinelle", a traversé en 75 une trés grave crise. Aujourd' hui, l'optimisation ne se fait plus sur la production d'un type de bien, la production d'un plus ou moins différencié de biens; à la production en grande série d'un produit identique à succédé la production de produits appartenant à une même famille mais en séries plus restreintes et minimisant la constitution de stocks. Alors que jusqu'à là un modèle pouvait escompter se vendre pendant 10 ou 12 ans, son espérance de vie ne dépasse plus 5 ou 6 ans.Cette obsolescence du produit automobile provient donc du fait que la concurrence pousse les constructeurs à renouveler en permanence leur gamme de modèles tout en les diversifiant.Simultanément,l'automatisation incite à la simplification des véhicules et à la standardisation de leurs composants.

Pour obtenir cette souplesse aux variations de la demande et aux impératifs de la concurrence, chaque constructeur doit rechercher en permanence une plus grande flexibilité du processus de production.Pendant longtemps, celle-ci a reposé sur des

méthodes classiques où intervenaient la conception des machines, la disposition des usines, la gestion des stocks de marchandises en cours de transformation et surtout l'organisation scientifique du travail conque comme politique d'encadrement de la force de travail.Or, ces méthodes de plus en plus coûteuses, ne sont

plus suffisantes. Depuis le début des années 60, les méthodes tayloriennes et fordiennes d'organisation du travail comme support de la valorisation de la valeur sont devenues en grande partie obsolètes.La résistance à l'exploitation. les grèves récurrentes dans les grandes usines automobiles ont mis à mal tout le savant système de contrôle et de segmentation de la classe ouvrière dans l'usine et ont fortement contribué au déclenchement de la crise.Ce qui explique qu'il est actuellement trés difficile de parvenir à augmenter la productivité sociale du travail.

La restructuration dans l'industrie automobile signifie donc pratiquement la réorganisation du processus de production afin de dégager un nouveau mode de consommation productive de la force de travail. Elle a pour but d'annuler à la fois les effets désorganisateurs des formes de résistance ouvrière (absentéisme, turn-over laissé aller dans la production, sabotages et grèves-bouchon...) et par la même occasion de pallier les pertes d'efficacité qui résultaient de l'application stricte du taylorisme (transfert, allure, équilibrage et surcharge du bureau des méthodes).

La sérialisation du travailleur collectif par la sous-traitance,1' intérim dans le cadre de la dissémination de l'usine sur tout le territoire fait partie de la même stratégie du capital visant à retrouver un taux de profit acceptable.

Face à une telle situation, c'est l'ensemble du système qui avait permis jusqu'à là la croissance qui est en train d'être modifié. Et il ne fait plus aucun doute, sans que l'on sache vraiment où celà va aboutir en ce qui concerne le mode de contrôle de la force de travail sociale, que cette réorganisation passe, dans l'usine, par l'utilisation de dispositifs sophistiqués tels que l'automatisation et la robotisation.

Or, cette transformation du processus de production s'accompagne d'effets pervers.L'alourdissement de la composition technique et organique du capital exige pour sa rentabilisation que l'échelle de la production soit augmentée de manière trés importante.D' aprés la plupart des observateurs, le seuil des 2 millions de véhicules semble être un minimum pour qu'un constructeur puisse escompter survivre au cours de la prochaine décennie.

Le paradoxe réside donc dans le fait que dans un contexte de stabilisation de la demande automobile, les constructeurs se trouvent contraints de produire plus de véhicules pour réduire leur prix unitaire et pour amortir les fabuleux investissements que nécessite l'automa-

réquiem pour le B3



Les grèves d'OS de l'automobile (1) commencent à connaître leur retour de flamme, l'offensive Talbot, première du genre, a été un moment particulièrement crucial où se sont croisées des stratégies peu définies, empiriques, contradictoires voire antagonistes. Les licenciements massifs de Talbot sont à la fois un test à chaud pour l'Etat. jaugeant ici l'efficacité de ses relais syndicaux, sa capacité à résoudre la crise, dans un domaine où le retard atteint par la France ne semble plus devoir durer. Un retard que l'Etat-PS est chargé de subprimer, ce bouleversement c'est aussi la fin, à un niveau ouvrier, de la capacité des luttes d'OS de symboliser un projet politique, la fin du salaire comme étalon du pouvoir politique sur la société.

L'enjeu a été, dans ce conflit symbolique, d'expérimenter le "dégraissage" dans un bassin d'emploi particulier, Paris, sans les risques encourrus dans les régions de mono industrie, avec des clivages parmi les ouvriers (OS immigrés, OP francais) qui facilitaient minorisation des luttes et désespoir. Cela dans une région où solutions individuelles, système D, sont encore possibles grace à la taille du bassin d'emploi parisien à la diversité des situations, la mobilité forcée de quelques milliers d' OS ne constituant pas à Paris un facteur de déstabilisation des rapports sociaux en soi, contrairement à l'ef-fet produit ailleurs dans de pareilles circonstances. Le lieu fort de la grève sera donc un atelier sur le site, pas une région, pas un commissariat assiègé, défense de l'emploi pas attaque sociale contre la restructuration capitaliste.

ETAT: ATTAQUER POUR FAIRE SES PREUVES

Au premier chef un patronnat revanchard (PSA) cherche à rassurer une maîtrise débordée et inquiète face à un contre-pouvoir syndical qui depuis les grèves de l'après 10 mai a bouleversé la gestion quotidienne de l'usine, le commandement d'usine sans cesse remis en cause doit marquer un point pour s'imposer à nouveau. Casser l'identification à la CGT, endre béantes les failles existas entre organisation syndicale et une base OS immigrée, casser toute tentative d'organisation alternative des ouvriers, tel est le but de PSA, pour réaffirmer les impératifs de la production, de la compétitivité sur un site devenu contre-productif.

Dans son rôle préféré, celui de la médiation, l'Etat doit déployer toute son inventivité qui s'averera bien pauvre, il y a eu Dupeyroux, il y a eu Prada, autant d'experts appelés à jauger la situation, à favoriser la concertation, l'établissement de relations sociales que la Gauche puisse juger normales et les ouvriers tolérer, cela ne suffit plus, l'offensive que constitue les licenciements massifs nécessite des moyens différents. Juguler cette crise de l'automobile, c'est déjà effleurer la résolution plus générale de la "crise", le PS sait que c'est son rôle, qu'il doit désormais jouer à chaud dans l'affrontement contre les forteresses ouvrières,il est impossible de biaiser, la précarité, la mobilité controlée, les délocalisations productives, l'arsenal des mesures intégratrices (décentralisation, lois Auroux) ne suffit pas à relancer la productivité.

LA CGT RAME...
DANS UNE USINE INCOUVERNABLE

Bien que l'embauche soit stoppée debuis 78, il y a sureffectifs dans l'automobile, ce sera à Ralite et à la CGT de faire passer la pillule en l'enrobant d'un soupçon de concertation, qui s'est révélé nettement insuffisant, provoquant depuis un recentrage de la CGT qui tente de revenir vers un syndicalisme moins éloide sa base, moins strictement confiné à un rôle de courroie de transmission qui se solde par des pertes électorales, tout en étant inefficace à circonvenir une base immigrée et ouvrière toujours aussi étrangère aux nécessités de l'ordre productif.

Après avoir attaqué la rigueur, avec

les revendications salariales de 82,

après avoir créé un contre-pouvoir syndical dans l'usine, ébrèchant le système CSL, les OS ont imposé une nouvelle donne que PSA doit casser pour s'assurer l'avenir. Talbot avec sa gestion déplorable (dividendes distribués aux actionnaires, chute du capital propre par l'achat de filiales) sa productivité chancellante (2) due tant au manque d'investissement productif qu'à la combativité des OS immigrés, qui sans cesse débrayent, contestent la maîtrise, sans jamais laisser atteindre le niveau de production programmé; Talbot donc semble une caricature opposée à la volonté de rationalisation, de re déploiement productif.

UNE OFFENSIVE LONGTEMPS RETARDEE

Le rapport Prada concluait au sureffectif en août 83. Michel Albert, ancien commissaire général au plan, révelait dans "le Monde" que l'existence de sureffectifs était connue depuis 78 tant par l'Etat que par les syndicats.L'après 10 mai n'avait pu se faire sans une offensive ouvrière dans l'automobile. Simultanément se constituait le terrain idéologique, la "montée" raciste, la reconnaissance d'une génération beur, à moitié française, dont tous s'accordent sur la nécess de l'intégrer dans un processus de dynamisation sociale, quelques éléments de pure désinformation. la montée au filet de Mauroy contre les "intégristes islamiques", et en porte à faux avec sa base immigrée récemment conquise, tout aussi nécessaire (3) qu' encombrante, la CGT (4) à favoriser l'intégration par les immigrés de la terreur. La lutte devient impossible quand Nora Trehel explique aux OS que sortir de l'usine pour manifester c'est encourager le racisme; la défaite sera favorisée d'autant qu'aucune de ces forces toujours utilisées comme paravents et tampons, par les immigrés ne sont disposées à jouer le jeu, la CFDT comme les beurs du Collectif Jeunes ne seront que de peu d'utilité face à l'attaque anti-

Ce qu'il s'agit d'abattre c'est une tradition conflictuelle qui de l'usine au territoire, a secoué les années 70, tant par les grèves dans l'automobile et ailleurs, que part le mouvement des foyers SONACOTRA par exemple.

CONTRE-TEMPS ELECTORAUX

Dans sa chronologie, le déclenchement du conflit peut se résumer assez simplement, l'existence des sureffectifs est connue depuis belle lurette, en juillet 83 une première mobilisation contre les projets de licenciement a lieu. la direction annonce son projet de licencier 2905 personnes auquelles s'ajoutent 1250 départs en préretraite FNE, cela à la veille des vacances, le dossier est à l'étude. Prada reçoit les syndicats en septembre, et à la veille des élections à la Sécurité Sociale, le 12 octobre la Direction Départementale de l'Emploi annonce un refus des licenciements pour défaut du plan social d'accompagnement, ce qui laisse la porte ou-verte à des améliorations, et à une transformation de ce refus administratif en victoire par la CCT. Globalement, on a raison d'avoir confiance dans notre gouvernmement, contre le patronnat réac de PSA, c'est une victoire ! Il n'y a pas de sureffec-

Le dossier est soumis à nouveau à l'administration le 21 novembre avec quelques retouches sociales, la CFDT demande un entretien à la DDE et à la sortie publie un communiqué dénonçant l'acceptation, prévue pour la fin du mois, des licenciements, c'est le 2 décembre pendant une période de chomage technique, alors que les seuls jours où Poissy fera le plein sont le 8, 9 et 10 décembre.

LES DELEGUES DE CHAINE DECLENCHENT LA CREVE

Dès le 7 les délégués de chaine CGT devancent le mot d'ordre syndical et déclenchent la grève, bloquant le site en immobilisant dans l'atelier P3 tous les engins de manutention, pas de sortie hors de l'usine, pas de picuet de grève, la direction fait monter les enchères, lock-out, vente des parts Talbot à une filiale PSA, la menace de dépot de bilan plane. La CGT, le gouvernement et PSA s'accordent sur le chiffre de 1905 licenciements pour sauver les 15 000 emplois restants et le site où des investissements auront lieu, l'Etat s'engageant à financer le redémarrage. La CGT fait de la nédagogie, explique l'accord, sans s'engager, elle est dé-savouée par les prèvistes et ira jusqu'à proposer un referendum où militants CSL et maitrise seraient appellés à voter "démocratiquement" sur la pousuite du mouvement en opposition totale avec les méthodes de prise de décisions habituelles (par exemple le vote par acclamation dans des AG de Maintenant c'est la CFDT (8% aux élec-

Maintenant c'est la CFDT (8% aux élections de 82) qui gère le conflit contre le gouvernement et PSA, alors que la CGT fait tout pour préserver le gouvernement, refusant par exemple de renvover les lettres de licenciement à Matignon. La CFDT met en avant la réduction du temps de travail, pendant que la CGT déclare ne pas occuper l'usine mais surveiller l'outil

de travail.

Les CRS virent les grèvistes le
30 décembre, mais la grève reprend le
3 janvier, la CGT se discrédite définitivement dans ses tentatives de faire passer les licenciements, Trehel

est huée, sifflée, la passionaria de Talbot, symbole des luttes pour la dignité est disqualifiée.

> FRACTURE DANS L'USINE : LA CSL ATTAQUE

La CSL, FO et la maîtrise face à une CFDT isolée ont beau jeu de chercher l'affrontement pour démontrer le caractère minoritaire de la grève. effectivement devant le peu de continuité de la mobilisation, des milliers au meeting du matin et le plus souvent 2 000 pour l'occupation l'aprèsmidi, la CFDT évacue le B3 pour la Le lendemain 4 janvier, des non previstes encerclent le P3, attaquent Richter, un militant CFDT trés en pointe dans le conflit, des bagarres ont lieu autour des Fenwicks devenus enjeux stratégiques pour le contrôle du site. Le 4 janvier, la CFDT propose un chomage technique au lieu des licenciements, le temps necessaire à la recherche de solutions. La direction refuse, les pouvoirs publics n'interviennent bas. Le 5 janvier c'est l'attaque du PFN avec des militants venus de Rennes, de la CSL, de FO, contre les grevistes encerclés dans le B3. La journée se conclue par 50 blessés, l'intervention des flics, à la demande de la CFDT pour éviter des morts, alors que des armes ont saisies sur les assaillants.

A la surprise rénérale se sont 2 000 gràvistes qui évacuent le site.







LA CFDT SUSPEND LA GREVE

Le 8 janvier, la fédération CFDT de la métallurgie déclare la grève suspendue sans que la section de Poissy 17 pu débattre de la question. La lutte est enterrée, la production redémarre progressivement, dès le 7 janvier, chicanes, laisser passer,

CRS, bref militarisation. Le changement total dans les équipes, les postes, brouille les cartes pour empecher la palabre, la circulation des infos, travail des délégués de chaine restes dans l'usine. PSA continu ainsi a utiliser ses méthodes anciennes de gestion, un marocain à côté d'un yougoslave, près d'un portuguais, sur la mê-me chaine, pour rendre difficiles les contacts. Ou bien des chaines aux nationalités homogènes avec le capo du cru, pour controler le tout.

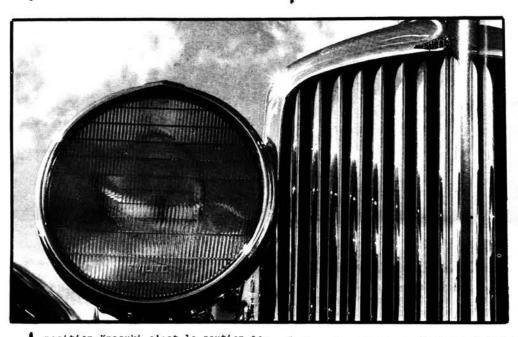
Ce manque d'imagination risque d'avoir ses contre coups, alors que tous les milieux patronaux s'inquiètent de l'archaisme des relations sociales à Talbot, la direction fait bien peu d' efforts pour moderniser sa gestion sociale, s'aligner sur les autres constructeurs, ce qui entrainera sans doute un retour de thèmes tel que la di gnité, de luttes pour tout ce qui peut desserer l'étau d'un controle sans fi-

REMISE EN ROUTE, REMISE EN ORDRE

Après la défaite, le retour au travail, il est nécessaire de s'interroger sur ce qui a changé à Talbot-Poissy et plus largement au niveau de la branche automobile, alors que la menace de licenciements plane à nouveau sur Talbot Poissy et sur d'autres sites de la région parisienne (Citroen Aulnay, Leval-

Côté CGT, interlocuteur responsable s'ilen est, le rôle de simple courroie de transmission du gouvernement qui a été le sien, a prouvé son inefficacité à résorber la conflictualité os. Un recentrage est donc en cours; si la

autre démarche syndicale" la CFDT sera rapidement soutenue au niveau confédéral, l'occasion est trop belle de se démarquer du gouvernement; réaffirmer la spécificité CFDT quitte à subir des critiques sur le thème de la surenchère c'est aussi réaffirmer les options CFDT à un niveau plus général, la réduction du temps de travail, cheval de bataille pourrait quitter avec le conflit Talbot sa démarche cahin-caha, renouer avec un niveau syndical européen, à l'heure où l'IG Métal (RFA)bataille pour la RDT, c'est revenir à des prétentions hégémoniques à gérer la globalité sociale avec dynamisme, la légitimité de la lut te s'ajoutant à la forte implantation CFDT chez les techniciens du tertiaire supérieur. Quand l'image de la CFDT aura été suffisament ravalée grace au conflit, passant outre toute décision de la section locale, la CFDT décretera la fin de la grève après le 5 janvier. A charge pour elle d'utiliser au mieux le conflit, laissons parler E. Maire: Il n'est "pas possible de laisser s'i s'inscrire un cours des choses qui ne peut mener qu'au désordre économique, à la révolte ouvrière (...) blocages sociaux, refus de la mobilité professionnelle, retards industriels, violence voire même racisme (...) un gouvernement de gauche devait redonner l'ambition non seulement de faire jouer pleinement la fonction syndicale sur les problèmes sociaux mais aussi de reconnaitre l'apport du syndicalisme pour contribuer à maitriser l'avenir des entreprises et des industries". Renforcer la médiation au plus haut niveau et circonvenir préventivement des luttes déstabilisatrices, la CFDT revendique d'être associée à la gestion capitaliste à tous les echellons pour éviter des affrontements pénibles, c'est aussi la concurrence avec la CGT



position Krasuki c'est le soutien actif au gouvernement avant tout, d'autres plaident pour une indépendance syndicale, qui n'est en fait que le signe de la difficulté de ce louvoiement permanent entre l'appui au PC gouvernant et celui au PC tout court. Coller à une base dont rien ne dit malgré les 13% de recul CGT aux élections du 8 mars 83 à Talbot-Poissy ou'elle soit définitivement rétive à une intégration suffisante à la CGT. Les positions CGT consistent d'une part à nier le sureffectif, d'autre part à soutenir le gouvernement, les propositions vont de la nationalisation de PSA, sur fond de remise en cause d'une gestion défficiente dans toute l'automobile: la CGT met en avant la formation, dont elle réclame qu'elle occupe 10% du temps de travail ce qui le réduirait d'autant et permetrait d'envisager le maintien du personnel actuel dans l'automobile.

Sur ce point la formation des licenciés Talbot va sans doute servir d'expérimentation à de nouvelles méthodes, pourquoi passer trois ans inculquer l'alphabet et le calcul à des OS qui ne trouveront pas plus d'embauche par la suite et dont on ne peut dire encore si le retour au pays restera la seule solution, alors qu'il est possible avec des moyens vidéo, des techniques orales y compris dans les langues d'origine, de former des OS pour qu'ils puissent occuper des postes de surveillance, de controle des systèmes automatisés.

Contradictoire, le discours CGT propose le rapatriement de la production automobile en France et simultanément le développement des usines étrangères pour la conquête des marchés (C. Poperen dans le Monde du 25.1.84), le productivisme n'est plus apte à argumenter sur ses credos sans se ridiculiser.

FDT. LA LUBIE CFDT

La CFDT avec ses 8% de voix à Talbot et son mauvais score aux elections SS, pouvait se permettre de jouer les syndicats de lutte, animée localement par des cédétistes critiques, "pour une

trop longtemos considérée par PSA et 1'Etat comme seul interlocuteur.

SYNDICATS: CRISE ET REDEPLOIEMENT

Des comités locaux nour l'emploi, au conseil d'administration des entreprises. la CFDT doit être présente et écoutée comme représentation ouvrière contribuant de façon productive à la restructuration industrielle et sociale La division de la classe ouvrière, la segmentation du marché du travail (garantis, précaires), la désyndicalisation, autant de préoccupations dont la résolution passe par une enième reconnaissance du rôle syndical, un siècle après la légalisation des syndicats (loi Waldeck-Rousseau en 1884), après 1936 réduction du temps de travail. salaires, après la Libération avec le droit syndical pour les fonctionnaires. après 68 et l'institution des sections syndicales d'entreprise, le passage de la Gauche à l'Etat, l'ampleur des nécessaires mutations en cours exige l'élargissement des rôles syndicaux dont l'apparition des lois Auroux. la négociation sur l'Unedic, la création des Comités Locaux pour l'Emploi (CLE) sont autant de signes.

Et tant pis si l'exten ion légaledu du rôle des syndicats répond de moins en moins à la nécessité d'entériner un état de fait, un rapport de force préexistant, comme en 1884, l'existence

des syndicats. Il s'agit plutôt de favoriser la représentativité syndicale là où rien n'existe, pions avancés d'un indispensable quadrillage du social, sur un échiquier mouvant où d'inquiètants acteurs devront se plier à des règles reconduites mais rénovées, par la coopération conflictuelle d'acteurs sociaux qui de reconnaissance mutuelle en partage du pouvoir, s'empressant de se déplacer partout où leur inexistance remet en cause, dans autant de zones d'ombres, l'hégémonie de tout un système de représentations, de pouvoir hors duquel il "'est pour eux point de salut.

OS COULES ! EMERGENCE DU "RETOUR"

Loin de ces stratégies une identité immigrée diverse, a repris le devant de la scène sans pour autant trouver mode d'organisation ou objectifs propres. Entre les opérations politiques de "Libération" qui a mis en avant la revendication du retour, celles de l'ambassade du Maroc avec "ses" immigrés marocains majoritaires à Poissy les ouvriers de Poissy n'ont pas réussi à s'emparer de leur vie, de leur lutte.

Le retour, c'est l'idée de renartir

avec les "droits", accentation des licenciements auxquels les immigrés tentent de fixer un prix, au bout de dix jours de réflexion ce sera 20 briques, comprenant les indemnités moyennes que les immigrés pourraient toucher à long terme en restant en France. En fait l'idée mord peu, l'Etat n'est pas pret à donner aux immigrés ce qu'il devrait bientôt donner à tous dans les "secteurs à dégraisser", et les immi-grés ne sont pas prets à revenir dans des pays qui leur sont devenus étrangers, particulièrement pour les enfants nés en France, particulièrement au moment où tant en Tunisie ou'au Maroc, les émeutes et leur répression ont fait des centaines de morts.

L'identité immigrée est ailleurs même si les marocains n'ont pas coupé leur cordon ombilical, avec le pays d'origine, nationalisme soudé par la guerre du Sahara, que l'ambassade du Maroc utilise pour jouer les arbitres au sein des représentants OS, avec ces réunions en territoire marocain (à 1' ambassade) des différents acteurs syndicaux de la CSL à la CFDT, plus les associations marocaines. Là le Maroc joue un jeu étrange, ne décourage pas le retour, envisagé comme potentiellement créateur d'emploi, des OS veulent monter des boites au Maroc, le PC marocain y voit l'occasion d'importer une classe ouvrière qui lui fait défaut, tout cela alors que le Maroc a comme ressource principale non pas l'exportation des phosphates mais les devises de ses émigrés.

TALBOT: LA CARTE F.O.

Cette confusion connue de la direction Talbot donne lieu à des efforts communs de l'ambassade et de Talbot nour jouer la carte FO à Poissy. Depuis lontemps la politique sociale basée sur la CSL est critiquée unanimement, la dissidence massive au sein de la CGT, des délégués de chaine, peut se retrouver à la CFDT, des négociations ont lieu, les "dissidents" réclament les têtes de liste CFDT pour les élections, refus, les dissidents se divi-seront, 1/3 allant à la CFDT, les 2/3 à FO, encouragés par l'ambassade, la carte FO etant un meilleur passeport pour le retour (ou pour rester à Poissy) que celle des syndicats "révolutionnaires". Ainsi la direction Talbot tente de diversifier ses relais après la CSL, la CAT plus discrète, FO semble le bon choix et Bergeron lui-même négociera l'adhésion des dissidents CGT.

La CSL et ses ratonades du 5 jan-vier aux cris de "les bougnoules à la seine" est devenue encombrante pour la direction Talbot, c'est elle néanmoins qui fera le bond le plus spectaculaire aux elections du 8 mars (+ 8%) alors même que les départs en FNE se sont fait parmi ses sympathisants choisis prioritairement. Le licenciement politique qui a touché nombre de délégués de chaine, un vent de défaite où plus aucun syndicat ne peut prétendre etre acteur de la victoire ouvrière comme en 82, ont fait chuter l'adhésion aux syndicats comme outil de lutte, l'inefficacité a un prix...

La tentative FO n'a rien rapporté, la présence de dissidents CGT sur la liste n'a pas fait voter en masse les immigrés, qui a l'exception de ceux qui croient encore à la lutte et votent CFDT, ne se reconnaissent dans aucune des possibilités de représentation qui leur est offerte.

Une hypothèse, à l'annonce de ces adhésions à FO, pouvait etre envisagé le rejet de la CGT, la méfiance face à une CFDT qui maintient ses particularités politiques (avec son discours sur la RDT), et qui de plus croule sous les accusations d'extremisme irresponsable; Droite, PSA, PS, PC, CGT. tout le monde en rajoute; le choix FO pouvait sembler être l'expression d'une identité, regroupement au sein d'un syndicat inexistant à Poissy où les immigrés auraient pu avoir les coudées f anches, pour obtenir des garanties, négocier eux-mêmes comme ils le revendiquaient au moment des réunions tripartites Etat, PSA, syndicats, voire se battre si la perception de la situation changeait parmi eux, en fait rien de tout cela, FO est considéré comme un syndicat jaune, boycotté par les associations marocaines non gouvernementales, et seules quelques "vedettes"

issues du conflit ont pu tirer la couverture à eux, individuellement.

QUELLE DEFAITE ?

Aucune perspective ne s'esquisse actuellement, après avoir réussi à exclure 6 500 personnes du site (FNE+ licenciements) cette année, Talbot semble avoir de nouveau une marge de manoeuvre suffisante pour projetter les licenciements qui permettront d'atteindre l'effectif de 8 000 personnes qui semble admis comme utile sur ce site indispensable à PSA, où la relance de l'investissement (550 briques pour Poissy sur 800 cette année pour tout le groupe PSA), va de pair avec la pacification.

Cette défaite, c'est avant tout l'intériorisation des thèmes racistes par les immigrés eux-mêmes, refusant de sortir de l'usine, incapables d'utiliser efficacement les organisations présentes, malgré tous les efforts que ces images innombrables d'OS couverts de badges CGT, tenant fanion CFDT laissent entrevoir, l'intrumentalisation des machines syndicales unifiées symboliquement par cette gestuelle de la lutte, ce souci d'imposer aux syndicats un rôle d'outil disponible pour les OS se heurtera aux particularismes d'organisations qui font leur propre politique, refusant de faire celle des ouvriers. Les tentatives d'auto-organisation n'aboutiront pas plus.

Cette défaite hypothèque gravement l'avenir à Citroën Aulnay par exemple, si la CGT s'efforce en refaisant l'histoire du conflit Talbot de se présenter comme le syndicat ouvrier, le désespoir, l'absence de perspective parait s'imposer au plus grand nombre.

> RESTRUCTURATION: DES LUTTES EXEMPLAIRES

Face aux problèmes que posent les restructurations dans les industries traditionnelles, et pratiquement à la nécessité d'exclure une partie de la force de travail de ces secteurs, d'autres conflits avaient précédé celui de Talbot.

La sidérurgie lorraine par exemple. avait été le cadre en 78/79 d'un conflit qui se résolut de facon plus favorable aux ouvriers qui par la lutte, jouant à fond sur les conditions locales (mono-industrie) avec la large mobilisation qu'elles permettaient, jouant à fond aussi sur des niveaux institutionnels plus perméables aux luttes, la Gauche était alors dans l'opposition, n'hésitant pas à se mouvoir énergiquement sur le terrain de la violence, à s'allier avec les plus minoritaires des extra-parlementaires (feu l'Autonomie Organisée parisienne), la lutte paya, au moins les cinq briques minimum par licencié.

Plus récemment l'exemple des sidérurgistes de <u>la Chiers</u>, prenant en otage par la lutte la centrale nucléaire de Chooz, obtiennent la garantie de revenu et de statut jusqu'en 89 alors que la boite ferme en 84. Cet exemple montre qu'y compris sous la Gauche de telles victoires sont possibles.

NO FUTURE DANS L'USINE

Ce type d'épiloque reste limité, localisé, et personne parmi les forces en présence dans les conflits actuels ne reprend à son compte l'exigence d'un prix ma imum à la mobilité, et plus généralement du salaire social. A la CFDT on tire le bilan de Longwy 79, en évoquant l'année de liberté gagnée, mais aussi le bond de la consom-mation qu'a favorisé l'octroi des 5 briques. Pas d'avenir, pas de durée, les ouvriers se retrouvent individualisés sur le marché du travail, jonglent entre des stages bidons et d'inévitables départs du "pays". La CGT n'y voit bien sûr que la casse de la production.

Si à la CFDT, cette solution est dénigrée comme etant un "no future" ouvrier, incapitalisable dans la voie de l'autogestion, de la RDT...etc, l'Etat lui se garde bien d'en aire le baume des restructurations. Bien sûr la Chapelle Darblay avec un coût de 250 briques par emploi maintenu. la construction navale fortement soutenue par les finances publiques sont autant de distribution de subsides qui procure un revenu non lié à la production. la stricte rentabilité économique, mais il est hors de question de généliser des plans du type de celui en vigueur pour la Chiers, à l'heure où plusieurs secteurs doivent diminuer leurs effectifs plus massivement gu'auparavant.

BEURS, OS: UNE ALLIANCE IMPOSSIBLE ?

Et c'est paradoxalement sans doute dans cette direction que l'avenir peut se révéler riche de surprise, riche en capacité de déstabilisation des rap-

ports sociaux, alors même que le nombre d'ouvriers touchés par les licenciements augmente, ce n'est pas la défense de l'emploi avec ses corollaires, la RDT, ou l'exigence de la géné-ralisation d'un temps de formation équivalent à 10% du temps de travail, qui dynamiseront le contenu des luttes, dans des secteurs où movens et volonté de l'Etat se conjuguent vers une baisse des effectifs.

La revendication du revent, qu'elle a émergé du conflit Talbot, qu'elle a émergé du conflit Talbot, indique une ambivalence précise, c d'un côté la défaite, la résignation, la "prise de conscience", on reste dans un domaine mythique, de l'absence de perspective, d'alliés, de possibilités pour les OS immigrés. De l'autre c'est le pari tenté que se constitue une force immigrée sur ses propres revendications, vers ses luttes, ses propres victoires.

La mobilisation commune des beurs de la marche sur Paris et des OS Talbot, ne vit défiler que 1 500 personnes (5) et fut un échec significatif.

L'immigration n'est pas une, pendant que les beurs négocient leur intégration, les immigrés d'usine ne peuvent que trés difficilement fixer le prix fort à leur mobilité.

RESTAURER LA PRODUCTIVITE

Le bassin d'emploi parisien les attend, travail au noir, intérim, les licenciements s'ils cassent la rigidité ouvrière, visent aussi non pas à exclure du cycle productif la force de travail, mais à la réintégrer ailleurs, avec des modes de travail qui visent à restaurer une productivité sociale moyenne du travail largement mise en cause dans les forteresses ouvrières, casser l'insubordination massifiée contre le travail, constituer les bases d'une mobilité productive, tel est l'objectif du capital. En Italie, les licenciements de masse à la Fiat étaient accompagnés d'une apologie (par Agnelli pdg de la Fiat) du travail au noir.

Pendant que les sidérurgistes de la Chiers gagnent avec le soutien des petits commerçants, les OS Talbot perdent sans que les beurs aient vu dans ce conflit l'occasion de couper court à la campagne d'intégration de l'Etat dont ils font l'objet.

Chacun ses luttes, une fois de plus et jusqu'à quand ?

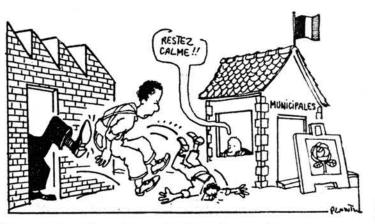
> LUTTE DANS .LA CRISE CRISE DES LUTTES

La crise traverse les luttes, la revendication du salaire social reste la seule possible pour qui se désintéresse du développement, et d'autres thèmes "d'intéret général", exhalter l'intéret particulier qui se pose comme préalable à tout le reste, qui en l'occurence refuse d'etre simple marchandise force de travail, est le seul possible qui s'offre aux fractions de classe confrontées à la perte de l'emploi. Plutôt que de considérer en quoi cette vision est bornée, comment l'Etat pourrait en jouant sur la masse monétaire par exemple, évacuer le déséqui-libre que créerait la revendication et l'obtention du salaire social, le pro-blème serait plutôt d'imaginer les niveaux que prendraient sociabilités de lutte, aggrégations sociales subversives. Le changement qualitatif qui s'opérerait des lors que des victoires mêmes partielles succèderaient aux défaites répétées, c'est toute une disponibilité à la lutte, à la circulation des luttes, tout un etat d'esprit qui muterait; et là-dessus le conflit Talbot et singulièrement la jonction ratée avec les beurs, pose la question du moment où s'arretera la revendication d'un droit à l'existence contre les meurtres, les expulsions, pour laisser place à l'existence de couches soes nevendiquant le revenu comme un niveau de pouvoir.

C'est à ce moment que les OS Talbot ont su qu'ils étaient seuls, que cette défaite restait limitée à une partie de la classe, que même l'immigration considérée globalement pouvait perdre là et pourquoi pas, conquérir ailleurs.

> DEFENDRE L'EMPLOI OU REPRENDRE LA VIE

Sortir du ghetto de la défense de l'emploi où Etat et syndicats s'acharnent à acculer les ouvriers, tel est l'enjeu réaffirmé par des luttes ponctuelles mais exemplaires vers l'obtention d'un revenu social. De fait l'Etat lui-même agit dans ce sens, sachant bien que laisser les moyens de survivre aux couches qui l'ont porté au pouvoir. à celles qui assurent la production. est vital. Ce souci de pallier à la désintégration potentielle de sa légitimité, s'exprime de mille manières, chômage, congés de reconversion, prime au retour, prêts aux entreprises, subventions, formation permanente, primes de licenciements...etc, ce qui importe pour nous, c'est effectivement de dé-



jouer les pièges de ces traitements différenciés, véritable mystification visant à pérenniser les divisions de classe, de recomposer au travers des revendications communes des secteurs de classe. Les OS licenciés rencontrent les limites d'un bargaining salarial. d'un pouvoir social. Inversement d'autres couches parfaitement insérées dans un cycle productif bouleversé, sur un mode précaire, mobile, restent à ce jour atomisées, incapables d'organiser des niveaux de pouvoir qui pourraient être plus qu'une simple adaptation du revenu à l'utilité sociale de la force de travail qu'ils représentent.

Cette exigence du revenu social qui eut faire le lien entre des secteurs déjà défaits, sur la défensive, et une réalité où la défense de l'emploi ne signifie rien pour tous ceux qui, chomage en intérim, comptent en terme de revenu.

DECOMPOSITION OU REVENU GARANTI ?

Le retour de la CSL aux élections de 84 à Talbot, elle accroit son score de 8%, signifie que dans l'usine la décomposition a produit ses effets. une classe divisée plus que jamais, avec une reprise ouvrière du discours rationalisateur contre les OS immigrés, chaque camp se retrouve face à face.

Pour sortir de l'isolement, plus que de convaincre les OP racistes, par des plans sur la comète de refonte du système industriel, du temps de travail avec des syndicats toujours volontaires pour essayer de recoller les morceaux dans l'usine, alors que les seules jonctions possibles pourraient se faire entre les OS de l'usine, et les prolétaires à l'extérieur, alors que la seule médiation un tant soit peu généralisable passe par la revendication d'un revenu garanti.

NOTES

- (1) Voir TOUT! Nº6/7
- De 78 à 83 l'emploi baisse de 2 alors que la production elle, chute de 34% chez PSA. L'usine Nouvelle février 84
- Pour pallier la chute de 40% des effectfs CGT dans la métallurgie en dix ans
- Avec ses 42% dans le collège ouvrier en 83 à Talbot.
- Dont 50% de personnel militant de l'extrème gauche.

de Cléon 368 de nos camarades en contrats déterminés vont se retrouver à la rue avant les vacances.

Après avoir servi ces seigneurs de la Régie durant plusieurs mois. ils seront remerciés de leurs bons et loyaux services.Faire davantage pression sur la direction, c'est passer à des adions concrètes et efficaces autres que de simples débrayaces traîne-savates. Maloré la division et la démobilisation effectuées par les syndicats, de nombreux tra= vailleurs(ses)ont leur mot à dire...

cette situation sera permanente.Demain, c'est nous qui risquons d'en payer les frais.C'est la préparation d'un dégraissage progressif dans l' ensemble de la firme comme dans d' autres branches de l'industrie, Dans les mois qui viennent c'est 90.000 emplois qui vont être supprimés dans toute la France.C'est une véritable agression contre l'ensemble de la classe ouvrière qui va être orchestrée par le patronat et le gouverne-

frisson



Ce viuage ne doit pas nous laisser indifférents car il annonce bien d' autres saquages dans les mois et années à venir, comme ce fut le cas bien auparavant.

Alors ! Comment_farons-nous?Appel aux syndicats?Eux...incapables(volontairement)de condamner la direction et le gouvernement de la social-merde.

Il ne reste que nous prolétaires, à assumer nos propres responsabilités, à déjouer toutes les manoeuvres de diversion et toutes les magouilles de la part des collaborationnistes syndicaux et de la direction réactionnaire de la Régie.

Aujourd'hui, nos camarades seront amenés à faire la queue à l'ANPE (agence des négriers pour l'emploi) ou à être exploités par les marchands de viande(les mags de l'intérim).

Si nous ne réagissons pas immédiatement, tous, prolétaires de la Régie, bateur de la réaction bourneoise. Dès à présent, nous devons nous préparer à une offensive radicale contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation du capital. Nous n'avons plus le choix, on nous suce le sang, on nous exploite, on nous écrase, en bien malgré tout ça, nous ne nous applatirons pas.

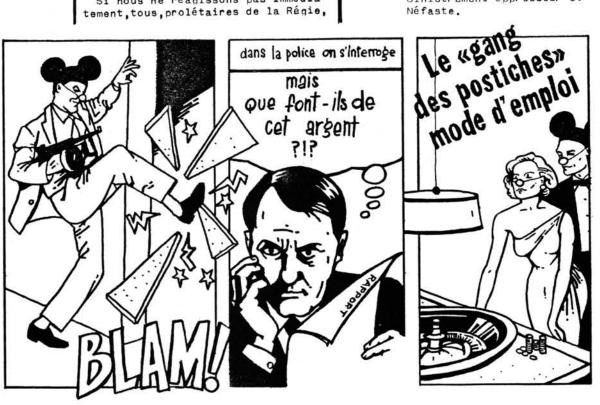
Contre le dégraissage de Renault. Le vidage de la direction, de ses sbires et de ses collabos !

Contre la hiérarchie patronale Le pouvoir aux prolétaires ! Autonomie Ouvrière et Offensive pour le Communisme !

Libérons les chaînes ! Enchaînons les esclavanistes !

Groupe FRISSON de Cléon

Front du Refus contre l' Instauration d'un Système Sinistrement Oppresseur et Néfaste.



la lutte paye!

L'usine sidérurgique de la Chiers, dans les Ardennes, va fermer à la fin du mois; voici résumées, les conditions obtemies par les sidérurgistes pour l'arret de l'usine, sur 900 et quelques personnes bossant à la Chiers voici la répartition:

- 150 préretraites

- 140 travaillent toujours pour Usinor - 40 immigrés ont eu 3 briques + un pret à 6,5% sur 6 briques pour le

retour

- 600 personnes bénéfifient jusqu'en 89 de la garantie de salaire, conservent le statut Usinor (avantages sociaux, primes, ancienneté) et le font avec une promesse de réembauche dans des activités qu'Usinor et la région tentent de mettre en place.

LA CENTRALE PRISE EN OTAGE

"Nous avons gagné en prenant en otage la centrale mucléaire de Chooz, bien sûr on aurait voulu garder l'usine, mais après tout, 89 ça nous laisse le temps de voir venir" disait tout récemment un responsable de l'intersyndicale FO, CGC,

Deux ans déjà que le problème de la fermeture de la Chiers s'est ajouté à celui du projet de construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Chooz.

Deux ans de bagarres, deux ans où les rituels samedis de fin de mois, avec les manifs, mélaient antimucléaires belges et français, sidérurgistes locaux et autonomes parisiens.

Deux ans d'actions spectaculaires, incendie du chateau du PDG, élections sabotées, locaux patronaux saccagés, attaques contre EDF, hélicoptère de gendarmerie pris pour cible au fusil, routes bloquées, rail bloqué, sabotage dans l'usine, création du journal "La pointe", émissions de radio hebdomadaires, tous les moyens ont été bons, avec l'émergence d'une créativité dans la violence diffuse qui d'action en action transformait le consensus local (petits commerçants, ouvriers, retraités...), contre une restructuration ressentie comme mortelle pour la région, en une offensive redou-

Les "ouvriers conscients", "Vireux Vivra", autant de signatures d'actions contre un avenir enfermé dans un deal improbable. Fermer l'usine et réembaucher sur le site de Chooz, tel était le discours patronal, de fait aujourd'hui deux sidérurgistes seulement travaillent pour Chooz II qui n'est pas une source de re-

Laval-de-Cère, petit village perdu du Lot, de 400 hab., coincé entre les gorges de la Cère, vit aujourd'hui à

l'heure de la restructuration. Depuis

canton. La crise mondaiale de la siderurgie aidant, ou servant de prétexte, l'Etat-patron, par le biais du trust

a décidé la fermeture pur et simple de

cette usine, supprimant directement 123 emplois, sans compter les répercutions économiques et sociales dans la région:

fermetures de gares, d'écoles, commerces, emplois donc, licenciments dans les en-

Pourtant la promesse avait été

faite, que si la gauche arrivait au pou-voir en 81, l'usine serait modernisée

et les emplois préservés. Précisons que

le coût des investissements nécessaires

à la poursuite de l'activité de l'usine

socialistes ont mon

serait inférieur au coût de la ferme

ture ! Mais les "camarades-ministres"

que, eux aussi, étaient passés maitres

dans l'art de la restructuration capita-

Chez les ouvriers, ce fut avec

stupeur qu'on accueillit cette décision, avec le sentiment certain de s'être fais,

une fois de plus, baiser par les politi-

ciens; "nous avons voulu les nationali-

garantie de l'emploi. Que font ceux qui

ration d'ouvriers à la presse locale).

Mais saurait-il en être autrement dans

un système capitaliste par nature impi-

de Laval-de-Cère, sont issus du milieu

rural, ils ont quitté la terre qui ne

La majorité des ouvriers de l'usine

nous dirigent ? Ils appliquent les méthodes de l'ancien gouvernement" (décla-

sations, elles étaient pour nous une

nationalisé Pechiney-Ugine-Kuhlman,

treorises sous-traitantes ...

liste.

plus de 50 ans, existe une usine électrométallurgique faisant vivre tout un

venu pour les habitants de la région, quand bien même EDF, là comme ailleurs, arrose de fric les communes, les institutions locales, la centrale a avant tout été perçue comme l'objet par lequel une forte militarisation du territoire est arrivée. Pour les ardennais c'est

l'occupation, comme en 40 ! Particularismes ? Le chantier de la centrale est au bout de la seule route nationale qui passe juste devant l'usine quoi de mieux que de la bloquer quand on veut se battre contre les différentes mesures de restructuration qui touchent

Spécificité, région de résistance, région de chasse, région de sanglier, tout cela débouche sur toute une imagerie de la violence, grand-père a encore des grenades à manche, sortir les fusils contre les flics (les schmidts pardi!), bien sûr les actes sont un peu décalés, mais ces images traversent toute la culture locale, assurant ainsi un lien indissoluble entre la majeure partie de la population et les actes de quelques uns. Pas de séparation, pas de division, un mouvement polymorphe d'autant plus incriminalisable que le soutien aux inculpés à souvent servi, avec les samedis de fin de mois, à donner une continuité à la lutte. Deux habitants de Vireux viennent d'être condamnés à quinze jours avec sursis après avoir été arretés avec des cocks et des lance-pierres ...

UNE VICTOIRE EXEMPLAIRE ?

Aujourd'hui, par rapport à d'autres luttes comme celles menées à Longwy, ceux de la Chiers plutôt que de prôner le soutien. conseillent de reprendre les formes de lutte et les objectifs qui ont permis ces résultats. Partout où région de mono-industrie et bassin d'emploi limité sont confrontés aux licenciements, ce type de lutte est possible, à chaque mouvement local d'y parvenir.

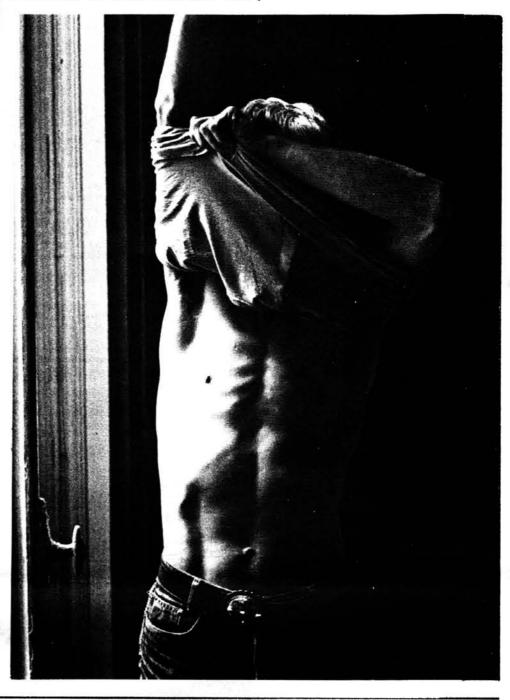
La flambée activiste la plus récente, a obligé Usinor à satisfaire une enième revendication, les sidérurgistes ne voulaient pas se déplacer à Charleville pour les stages de formation, ceux-ci se font à Vireux.

Cette victoire c'est aussi la notre, pour avoir participé souvent aux échéances de lutte dans les Ardennes, nous en avons vécu la réalité, c'est aussi à nous de faire circuler l'indication principale donnée par le conflit: dans toutes ces luttes trop souvent confinées à la défense de l'emploi, il est possible, il est nécessaire d'aller plus loin.

Perdre son emploi en gagnant les moyens de vivre, obtenir le revenu garanti, voilà la seule exigence possible face à un capital qui veut assouplir, fluidifier sa gestion de la main-d'oeuvre en cassant les rigidités du travail, aucune solution gestionnaire sur la réduction du temps de travail, ou l'amélioration de la formation, ne peut recomposer une classe divisée.

L'exigence du revenu garanti, c'est aussi sortir les luttes d'usines en voie de démolition pour leur faire rejoindre un terrain social où l'enjeu central reste le pouvoir de commander, de gérer la force de travail. Or quand cela passe par la fin de la séparation entre travail et loisirs, production et reproduction de la classe, il est définitivement caduque de tenter la construction d'un pouvoir dans l'usine, sur la production, pour exister socialement.

Reprendre la vie comme prolétaires, quelque soit la place que la capital nous assigne dans le système productif.



contre la restructuration

Du fait de l'industrialisation récente et partielle du département, la classe ouvrière a peu de traditions et de pratiques de lutte. La plus belle part est faite aux syndicats (CGT principale-



ment), qui n'ont aucun mal à diriger et freiner la lutte. Divers actions ont été engagées ; manifestation à la préfecture Lot (Cahors) mobilisant plus d'un millier de personnes, blocage des voies férrées (la correspondance du "Capitol", train de luxe), séquestration d'un membre de la direction de P-U-K ...

Toutes ces actions enca CGT et le PC, au niveau des élus, ont pris garde, dans leurs formulations (tracts, communiqués de presse, prise de paroles publiques ...) de ne pas attaquer le seul et unique responsable: l'Etat-patron, et donc le gouvernement socialo-communiste. Le syndicat jouant, une fois de plus, son r°ole de chien de garde du pouvoir et de défense du capitalisme et de son nerf

Néanmoins, le cul entre deux chaises, "amis" fossoyeurs de la classe ouvrière, ont bien du mal à faire passer un discours à la fois la défense des intérets ouvriers et ceux du gouvernement.

Les ouvriers en sont de plus en plus conscient, témoins les dernières prises de positions sur le problème; "nous savons maintenant qu'il n'y a plus d'homme provi-dentiel, que seul l'action unie des travailleurs peut amener le succès. Nous ne voulons

Pour le moment les différents organismes chargés de statuer sur le sort de l'usine en sont aux discussions. Les ouvriers de leur côté, par des actions qu'ils annoncent de plus en plus dures, font savoir qu' ils existent et lancent un avertissement désespéré a l'Etat et à la direction de P-U-K, sur le risque de déboucher sur un terrain qu'aucune des parties dites "responsable (syndicats, élus locaux, Etat, PUK) ne pourront plus contrôler.

Ce qu'on peut tirer de positif de cette lutte, qui ne fait que commencer, peut se résumer en plusieurs points:

o La prise de conscience des salariés sur leur r'ole dans le système de produc-tion, et le peu de cas que l'on fait de

leur personne et leur dignité humaines (chair à turbin). o L'apparition de liens de solidarité

de classe dans la région (participation d'ouvriers et de personnes extérieurs à l'usine et collaborant aux actions des sidérurgistes).

o Les interventions dépassant de plus en plus le cadre de la légalité.

o La révelation de la nature et du rôle réel de l'Etat, qu'il soit de droite ou de gauche, et la "trahison" du gouvernement socialo-communiste.

o Le langage équivoque des syndicats (surtout CGT) et le degré de soumission à la politique gouvernementale.

Pour ce qui est de l'avenir de la ce, le degré d'affrontement, de remi en question et de confrontation déterminera les conditions plus ou moins bonnes de la capitulation des ouvriers.

Il ne faut pas se leurrer, toute luttes restant sur le terrain revendicatif (maintient des emplois) est vouée à l'échec, de par sa nature réformiste.

L'émancipation réelle de la classe ouvrière ne peut se trouver que dans la négation de sa propre condition (le salariat), et tant que nous ne saurons pas faire le saut du revendicatif (l'aménage ment de notre servitude) au révolutionnaire (la destruction du salariat, de la sphère de production, du capitalisme).

Précisons que, depuis le début du conflit, des individus issus de groupes libertaires, ont tenu à engager un travail-débat sur ce problème, ce qui amena la constitution d'un Groupe pour l'Autonomie Ouvrière dans la région. qui s'est manifesté par la diffusion d'un tract et la participation aux actions des siderurgistes.

Regis, pour le G. A. O.

payait pas assez ou plus, pour l'usine, garantissant un revenu régulier, assez élevé d'ailleurs, par rapport aux salaires de la région. Quand aux reclassements, les choses sont très floues pour le moment. La direction de P-U-K n'a rien avancé de

précis, de toutes facons les ouvriers ne veulent pas en entendre parler. Pour eux pas question de quitter la région, surtout quand on sait que la plus part ont la quarantaine bien tassé.

toyable et inhumain ?

PROLOS. **ROBOTS**

Parmis les moyens dont peuvent dis-poser les patrons de l'industrie pour tenter de reconstituer ou de maintenir leur capital, l'introduction de nouvelles techniques de production rendues possibles par les progrès de l'électronique apparaît actuellement comme particulièrement spectaculaire. Spectacle pour la presse et la télévision, que l'automatisation de certains travaux ouvriers, que ces robots soudeurs de carrosserie; spectacle encore que ces ministres vantant les bienfaits de la "productique" qui sortirait le pays de la crise. Articles , numeros spéciaux de revues et livres se multiplient au sujet de l'automation de la production et des services, dessinant parfois la perspective floue - rêve ou cauchemar de l'usine sans ouvriers.

Dans le désordre des décisions des petits patrons, des directeurs d'usine, des ingénieurs en chef et des bureaux, des méthodes, les ouvriers de certains ateliers, de certaines branches, de certaines entreprises se trouvent un jours confrontés à l'introduction de nouvelles machines et surtout d'une nouvelle organisation du travail que ces machines rendent possible. Pas de grandes luttes spectaculaires, pas de révoltes des canuts, mais des escarmouches, des combats au corps à corops, des actions de guerrilla de part et d'autre, et aussi des armistices et des traités qui figent pour un temps une nouvelle façon de produire, une nouvelle division du travail, un nouvel ordre dans l'atelier ou l'entreprise.

Entre le sentiment des uns de trouver en face d'un des rouleaux compresseurs du progrès, imparable et inévitable, et l'affirmation des autres qu'aucun changement technologique ne remet en cause les règles fondamentales de la lutte entre les classes, il est bien difficile à ceux qui ont à faire face à ces boulversements diffus de se donner un plan de bataille réaliste et efficace (...).

De ce point de vue, les questions importantes ne touchent pas la technique elle-même, mais plutôt la situation de chacune des parties prenantes de ces transformations; quels ouvriers sont touchés ? que deviennent, matériellement, leur travail et son organisation ? Comment les décisions d'introduction de nouvelles techniques sont-elles prises et comment passent-elles dans la pratique ? Qui concrètement, met en oeuvre ces transformations ? et que peuvent en attendre les patrons ?

Montrer comment, dans les industries métallurgiques prisent comme exemple, l'automation a été introduite dans des secteurs très différents; quels peuvent être les effets sur le travail et sur l'emploi; quels sont les moyens généralement utilisés par les patrons pour éviter ou désamorcer les réactions trop combattives; quels sont enfin les attitudes des syndicats: tel est l'objet des deux premières parties, rédigées à partir d'expériences personnelles et d'enquètes.

La troisième partie cherche à dé-crire la division du travail entre les salariés que révèlent ces transformations, et les conséquences qu'elles peu-vent avoir sur la classe ouvrière ellemême, cette classe prétendue seule porteuse de révolution et pour cette raison capable de s'unifier dans le combat quand l'histoire l'exige.

Enfin, la dernière partie tente d' estimer les conséquences globables de ces nouvelles technologies sur l'emploi, sur la rentabilité des capitaux qui s'y investissent et sur la crise elle-même. L' automatisation n'est-elle pas une conséquence de la crise au même titre que le chômage, et non pas une cause de ce dernier ? A l'inverse, la lente diffusion, à l'échelle non plus de certaines industries, mais de l'économie toute entière, ne semble pas capable de provoquer à elle seule une hausse rapide et durable de la productivité ; et si elle devait être rapide et elle nécessiterait alors une masse considérable de ces capitaux qui, justement, rechignent à s'investir dans la production car les profits y sont trop faibles. Instrument de la lutte des classes, la nouvelle organisation du travail que permet l'automatisation de l'industrie se heurtera nécessairement aux intérêts des salariés, et leur résistance est elle aussi une donnée économique dont il faut tenir compte.

Débattre et combattre : cette brochure n'a pour but que de fournir des éléments à ceux que ces nécessités intéressent. Débattre, pour partager 1' expérience et la comprendre ; débattre, pour adapter les objectifs et les formes des luttes aux nouvelles conditions créées par la transformation du travail : débattre, donc, pour reprendre le combat contre les nouvelles formes de l'exploitation, de l'arbitraire et de la division que les prouesses des robots et des ordinateurs ne feront jamais accepter à ceux qui les subissent.

GALAR, Jean-Michel KAY, Michel

(Ouvriers et robots, éd. Spartacus).

ENCORE UN PEU DE COURAGE, MARIA. LE CAPITALISME EST A' L'AGONIE.

ALMANYA, Turos en Allemagne.

Cette seconde livraison de CD+ (lettre mensuelle d'information historique et politique du CEDOS) est consacrée à l'immigration turque en RFA. A travers une serie de petits articles sont abordés l'exil, les lut-tes (contre la dictature en Turquie, contre la xénophibie en Allemagne), le statut administratif des étrangers en RFA etc ...

Ces documents trouvent un prolongement interessant dans un "papier de travail" qui propose des premiers éléments pour appréhender les mouvements migratoires en tant que mouvements sociaux. CEDOS, 91 rue Campionnet, 75018 Paris

> GA FAIT DIX ANS QUE TU ME LE RÉPÈTES A L'HEURE DU DEJEUNER, 61661.

1981 : La gauche arrive au pouvoir. PUK nationalisée.

1983 : LAVAL DE CERE : annonce de la fermeture imminente de l'usine entraînant de graves répercussions économiques et sociales.

L'Etat garantit les emplois des entreprises nationalisées.

VOUS AVEZ DIT SOCIAL ?

Le gouvernement socialo-communiste le proclame à haute voix : sa préoccupation principale consiste à rentabilisor l'économie française pour la rendre compétitive face à la concurrence des autres pays. Cela n'est possible que par un accroissement des efforts et des secrifices demandés aux ouvriers. tisfaisant quelques revendications. Mais si cela ne suffit pas, pour faire se tenir tranquille les ouvriers, nos ministres socialistes et communistes savent aussi manier le baton, histoire de rappeler que gauche ou droite, c'est toujours le règne du ca

Exemple : La CHAPELLE DARBLAY, usine occupée par des grèvistes CGT, évacuée par des CRS

Le natraquage des sidérurgistes de LONGWY refusant de voir mourir leur région.

Occupation policière de VIREUX-CHOOZ etc...

A QUAND LE TOUR DES MINEURS DE CARMAUX, DU NORD,... OU LE NOTRE

LA CRISE ? 'économie s'effondre, la crise est dans toutes les tâtes. Partout, les capitalistes jettent les ouvriers à la rue, condamnent à mort des régions entières. (Nord, Lorraine, Vireux, Bassin minier du Tarn ..). Ils révèlent ainsi cruement la seule existence que nous concède le capital : celle de marchandises, de chair à turbin dont on se débarrasse quand on ne pout plus

Alors que la crise nous imposo une agravation de nos conditions de vie, la réponse ouvrière a encore du mal à trouver sa voie.

QUELLE LUTTE ?

Face à la démission des pouvoirs publics (saurait-il en être autrement?), la seule alternative s'offrant aux ouvriors est la voie de l'action directe par la prise en charge des problèmes des prolétaires par eux-mêmes. Contre les lois économiques de ce système qui nous isole, nous diviso pour nous opposer les uns aux autres (français/imaigrés, travailleurs/châmeurs, hommes/

femmes etc..) notre tâche est celle-ci :
- ETABLIR DES LIENS DE CLASSE, LES LENFORCER, LES ORGANISER.
- LUTTER CONTRE LE CAPITAL QUI NOUS DIVISE, NOUS EXPLOITE. Pour survivre, il nous faut prendre en mains notre propre sort. S'il le faut, contre l'intérêt des entréprises auxquelles nous avons toujours été sacrifiés. L'intérêt général, ca existera quand les machines tourneront pour les hommes et non pour le profit, qu'il soit d'état ou privé.

D'ici là pas de cadeau !

GROUPE POUR L'AUTONOMIE OUVRIERE

en tirer assez de profit.

(G.A.O)



APPEL DE NOS CAMARADES CANADIENS

Il y a 18 mois, au Canada, un mystérieux groupe "Direct Action" avait fait sauter une bofte travaillant à l'élaboration des "Cruise Missile" . Evidemment, la nouvelle avait fait quelque bruit en France, étant de 1' avis de nos plus fins limiers la preuve qu'Action Directe faisait des ému-

Toujours est-il que la police canadienne réussissait après coup à met tre la main sur cinq anarchistes et mettait à leur compte, outre l'attentat en question, une douzaine de chefs d' accusation, tous plus croustillants les uns que les autres; citons en vrac : vol de voiture, braquage, détention d' armes et d'explosifs etc...Or, la détention des "5 de Vancouver" n'a pas grand chose à voir avec la garantie

Ijudiciaire qui théoriquement devrait leur être assurée. Au Canada, comme en Angleterre, toute personne non reconnue coupable est -de fait- innocente; c'est à la justice de prouver la culpabilité du prévenu (en France,il doit prouver son innocence...nuance...).

Or, depuis leur arrestation, s'est dé veloppée une puissante campagne de presse les présentant comme de nouveaux Weatherman ou membres de l'Armée Symbionese de Libération: justifiant par la même toutes les inquiétudes quant au déroulement de leur procès.

Une contre campagne de défense s! est donc organisée dans tout le Canada visant à lutter contre la désinfor-

A SUIVRE ...



lamentabla!

Un comité pour l'un, un autre pour le deuxième, avec chacun sa galère, sa famille, ses copains. C'est le sort lamentable de dizaines de camarades qui morflent actuellement face à des juges trop heureux de mettre le paquet contre une mouvance toujours plus molle, plus éclatée.

Construire le mouvement, est à terme la seule voie. Mais à l'heure où la taule est un lieu de passage (presque obligé) pour les prolétaires, il serait nécessaire d'en finir avec ces pratiques avec cette non reconnaissance permanente, qui de minorisation en individuali-

sation, réduit potentiellement en viande à prison chacun d'entre nous.

Aucune recomposition ne se fera sur la prison.

Développer dehors des dynamiques sur le territoire, à l'intérieur, des luttes contre l'enfermement, la mort lente, c'est déjà sortir d'une logique du "soutien" dont notre présent est l'ultime

Plus immédiatement, poser le problème de la répression, c'est déjà tout faire pour aller au delà des clivages existant tants, qui n'ont que trop fait pour l'entôlement généralisé, la désespérance.

17ans pour 20.000 frs

Jacquet, 26 ans, ont été condamnés au terme d'un procès de deux jours(les 5 et 6 décembre 1983)à 10 ans et 7 ans de réclusion criminelle (I) par la Cour d'Assises de Paris. A la mesure des faits, cette condamnation s' avère être d'une exceptionnelle gra-

Auteur d'une tentative de hold up dans une succursale du CCF, avenue Mozart, à Paris, Jean-Michel a été arrêté alors qu'il sortait de la banque. Selon les témoignages du personnel de l'agence, aucune violence, aucune menace particulièrement outrancières n'ont été proférées en ces circonstances.Lors de son arrestation, Jean-Michel a lâché immédiatement arme et "butin" (20.000F) sur le sol sans opposer aucune résistance, pendant qu'un complice parvenait à s'enfuir. Une troisième personne a, par la suite, été interpellée dans une voiture en stationnement, Jean-Pierre Jacquet.

Les faits ont été reconnus par les deux accusés ce qui implique une reconnaissance implicite de la peine encourue.Mais, et c'est ce qui motive notre prise de position, il s'avère que la peine prononcée outrepasse dans une large mesure les motifs de l'inculpation.

Dans la mouvance de l'autonomie et des mouvements libertaires, Jean-

Jean-Michel Moriset et Jean-pierre | Michel et Jean-Pierre ont expliqué leur action comme un soutien apporté à une campagne d'information sur la mort inexpliquée de leur ami : Lahouari Ben Challal. Indifférent à leur sincérité, indifférent aux rapports d'experts psychiatres, et aux témoignages rappelant l'authenticité des "inculpés", l'Avocat Général sans malignité, a arqué du terrorisme, martelant à plusieurs reprises le sigle Action Directe.

Après un réquisitoire allant lusqu'à évoquertla réclusion à perpétuité, on se demandera qui -au nom même de la Société dont chacun sait tou lours à bon escient se réclamersont ici les Criminels ?

Jean-Michel et Jean-Pierre qui, tout en restant fidèles à leur engagement militant, ont reconnu leur erreur, ou ceux qui s'acharnent à les détruire par 17 ans d'emprisonnement?

> Pour tout contact écrire à: Comité JEAN MICHEL MORISET Librairie Le Chaos Final 41, rue des 5 diamants 75013 PARIS

(I) Réclusion criminelle : perte des droits civils, libération conditionnelle pouvant être accordée seulement aux 3/4 de la peine, et non à la moitié.

une affaire

Suite aux actions estivales du groupes "Arrêt Curés", la justice et la police toulousaines décident de ratisser dans la mouvance anarchisteautonomes. C'est dans ce contexte que sont faites un certains nombres de perquisitions, qui aboutissent à l'inculpation de plusieurs personnes pour "destruction par explosifs mettant en danger la vie des personnes". On a e fectivement trouvé dans un appartement 70 cm de mèche lente, en vente libre dans tous les magasins de farce et attrapes.

De son côté, la presse locale, quelque peu désaeuvrée en cette période de vacances, se déchaine conte le terrorisme.

Pour protester contre l'incarcération de leurs camarades, Jean-Claude et Bernard décident, après une soirée bien arrosée, d'allumer un feude Joie dans la cathédrale St Etienne. Malheureusement ils s'endorment sur les lieux du "crime", se font chaper et sont immédiatement incarcérés.

Police, Justice et journalistes pavoisent, un coup capital à été porté au "terrorisme" local. Pourtant les premiers inculpés sont relaché, les accusations sont par trop farfelues. Que celà ne tienne, ils vont s'acharner sur Jean-Claude et Bernard

Le 28 décembre c'est le procès. Une cinquantaine de personnes se sont déplacés pour soutenir les inculpés. Les deux copains deviennent pour la justice le symbole du "terrorisme toulousain", "Baaders aux petits pieds" comme se permet de dire le juge

A 11 h le verdict tombe: 16 mois dont 8 avec surcis (ce qui signifie le maintien en détention). Un verdict à la "23 Mars" pour casser psychologiquement tout ceux qui se révoltent, pour faire un "exemple".

La réaction est immédiate, le juge est hué, un journaliste de la "dépèche" et quelques flics commencent à tirer les conséquences physiques de leur rôle de larbins. L'affrontement se porte dans la rue, où les camarades présent tentent d'empécher le départ du fourgon cellulaire.

L'après midi même, la riposte immédiate s'organise: bombage, mise à



sac de la permanence PS, destroy de la vitrine d'une librairie catho.

Enfin dans la nuit, malgrès le quadrillage policier, six cables du pont suspendu, point névralgique de la circulation toulousaine, seront proprement sciés, empéchant ainsi la circu-lation, pour près de 15 jours.

Cette campagne de solidarité, permis de montrer que face à l'oppression quotidienne, une réaction une riposte massive est toujours possible, malgrès la su périorité logistique.

A Toulouse , comme à Talbot ou à Vireux-Chooz, les jeunes proletaires n'ont pas attendu d'avoir l'aval des zombies syndicalistes-politicards pour s'attaquer à l'oppression et à l'aliénation. Le travail salarié, le contrôle étatique de nos vies, la prison, nous volent notre dernière propriété, le temps; nous devons tout faire pour le lui faire payer le plus cher possible.

LIBERTE POUR J-C LUTANIE et B MOMBOISSE !

POUR UNE SOCIETE SANS PRISONS ET SANS CLASSES !

un communiste sans sigle

PS : anecdote amusante, le porc procureur devait remplacer un autre magistrat à une conférence organisée par le Groupe Critique du Droit de la fac, sur le thème de l'idéologie sécuritaire. Des camarades ne l'ayant pas trouvé à sa place dans ce lieux, celui-ci n eû son salut qu'à la fuite sous les ordures, les injures et les crachats, de ceux là même qu'il envoie en taule, n'est-ce pas un spectacle savoureux ?

IL ETAIT UNE FOIS, DANS LA VILLE DE FOIX, UN JUGE DE MAUVAISE FOI

Au printemps 82, 200 kg d'explosifs disparaissent à Prayols (Ariège). Ce vol venant juste après celui des armes du camp Clauzel à Foix est monté en épingle par les médias. Le S.R.P.J. de Toulouse, chargé de l'affaire, ne découvre aucune piste.

mène à une cache située au centre de Toulouse. Il y découvre 80 kg d'explosifs qui semblent provenir de Prayols. L'enquête est orientée vers les milieux libertaires toulousains. Elle donne lieu à de bien classiques descentes de police aux domiciles de certains anarchistes. Les différentes perquisitions, interpellations, expertises graphologiques ne donnent concrètement aucune suite à l'affaire

Il faut savoir que Toulouse subit depuis plusieurs années quelques perturbations que l'on peut, grossomodo, attribuer à une certaine mouvance libertaire. Différents sabotages économiques et actions symboliques se sont opérés dans la ville, occasionnant d'impressionnants dégâts matériels sans jamais blesser qui que ce soit

S'il y a, effectivement, une insécurité dans la ville rose, c'est uniquement à l'encontre de malfaiteurs notoires tels l'armée, la justice, les entreprises travaillant pour le nucléaire, l'informatique, les agences intérimaires, etc.

Les pouvoirs publics, tournés en dérision, se sont attachés à travestir cette agitation en terrorisme aveugle et à retourner le défi en criminalisant cette lutte. Les messages et les motivations politiques ont été occultés pour scandaliser le public sur la forme, le spectaculaire des interventions 'entre autres l'attentat

Dans ce contexte particulier, on comprend aisément que le moindre indice pouvant faire oublier six ans policières soit utilisé par les pouvoirs publics et lecaux, bien au-delà de leurs propres marges légales. Une vague expertise graphologique, qui sommeille au parquet de Foix depuis mars 83, leur suffit à désigner Christian GIMENEZ (militant libertaire notoirement connu sur la place de Toulouse) comme le coupable idéal. Il est arrêté chez lui, inculpé de recel d'explosifs (par le juge Bardou de Foix) et incarcéré à la prison St-Michel de Toulouse. "ÇA Y EST ON EN TIENT UN!" et deux heures après, comme par hasard, le préfet de police CALIMEZ (poste créé en juillet 83) peut convoquer une conférence de presse et vanter les mérites de sa police.

De même que pour les Irlandais de Vincennes, que pour les trois faux inculpés de l'attentat de Lourdes, on incarcère un individu sans que la preuve de sa culpabilité soit faite.

NOUS EXIGEONS LA LIBERA-TION IMMEDIATE DE CHRISTIAN GIMENEZ! et prions Monsieur le

Président de la République de bien vouloir procéder, sans plus tarder, à la réalisation des 121e et 135e propositions du candidat Mitterrand - LA DESTRUCTION DE TOUTES

LES PRISONS L'ABOLITION DU SALARIAT!

En attendant l'application de ces sages propositions, vous pouvez écrire ou télégraphier à : Christian GIMENEZ, nº 12760, 18 bis, Grande Rue St-Michel, 31054 Toulouse

Collectif de Solidarité à C Gimenez



COMPAGNIE

Les accords concernant les subventions aux chômeurs, négociés en janvier 84 entre les partenaires sociaux, ont apporté une preuve de plus que le gouvernement, face aux "réalités" conjoncturelles, a choisi de favoriser l'Economie au détriment du Social. Une fois de plus, la classe ouvrière en ressent les inacceptables inconvénients.La bipartition du système de subvention en deux structures indépendantes (assurance-chômage financée par les cotisations sociales d'une part et solidarité nationale de l'autre) démontre à nouveau, la volonté du Capital de créer la segmentation du Marché du Travail, déjà endiguée avec l'intérim ou le mi-temps.Ce découpage favorise la décomposition de la classe ouvrière qui, au fur et à mesure de nouvelles réformes, voit son éclatement en divers intérêts bien souvent antagonistes.

Face à cela, l'intervention syndicale est trés claire; en pleine crise le syndicalisme subit lui aussi les mutations de la restructuration industrielle et humaine.En intervenant dans les négociations, son rôle de médiateur social ne pouvait qu'en être affaibli étant donné son faible taux de représentation, en premier lieu au sein des chômeurs, mais aussi au sein de la classe ouvrière (-20%). De plus, lui aussi, doit faire le choix entre l'Economie ou le Politique.A propos, P. Bérégovoy déclarait le 19 Mars 1984 : "Il faut par tous les moyens créer la mobilité des forces de travail pour la défense des intérêts des entreprises donc de ceux des travailleurs" (Sic).

Le "Vive la Crise" de ces dernières semaines, mais surtout la pub qui
lui a été faite, ne pouvait en aucun
cas être bien reçu par ceux qui, à l'
usine ou dans la rue, risquent ou ont
déjà perdu leur emploi. La raison en
était logiquement la bipartiellisation du système d'assurance chômage.

La bipartition du système d'assurance chômage en deux volets (chômage proprement dit et solidarité)
formalise encore un peu plus ce
processus largement entamé de segmentation du marché du travail (1'
intérim, le travail au noir...) et
partant de décomposition de la
classe ouvrière en intérêts différents sinon antagoniques. En parlant
de système à double vitesse, la CFDT
a bien senti le problème et tous les
enjeux que celà représentait pour le
syndicalisme en général.

Destructurer la classe ouvrière, c'est dans le même mouvement détruire en partie les fondements de sa cohésion représentative, incarnée par ses organisations historiques, partis et syndicats; c'est restreindre sa puissance de négociation et, par extension, son autonomie programmatique: c'est donc, pour le Capital, demeurer le partenaire hégémonique du jeu social. Mais, inversement, c'est aussi anéantir le peu de force qui restait aux lieux d'élaboration des politiques sociales d'autorégulation que sont les instances contractuelles les syndicats occupent depuis la fin de la seconde guerre mondiale une place importante; c'est donc permettre que se rompe le cordon ombilical que se déchirent les derniers liens qui retenaient la classe à ses organisations historiques, et ainsi ouvrir la voie à l'émergence virtuelle du nouvel antagonisme social organisé.

C'est, donc, peut-être, aussi l'occasion de reposer le problème du revenu dégagé du carcan de l'idéologie du travail. En ces temps d'instabilité et de précarisation, qui d' autre mieux que les chômeurs serait à même d'exprimer toute la légitimité du droit à l'existence. Sortir de l'usine, du bureau...tant mieux, pour autant que l'échelle des besoins ne soit plus indexée sur celle du travail.La revendication et l'organisation pour...du revenu garanti ne peut plus que faire sourir les nantis de tout bord.Les autres à vos pioches ...

Non seulement elle crée une nouvelle division au sein des travailleurs, mais elle accentue la misère chez les chômeurs les plus défavorisés, alors que le nouveau système est plus favorable lorsque le salaire de base est au moins de 6.750 F,c'est-à-dire un salaire de cadre.

C'est en réduisant les subventions, en filtrant les inscriptions, en abaissant les droits aux allocations que l'Etat veut combler le déficit de 18 milliards de l'UNEDIC. Pourtant l'argent ne manque pas, les buegets militaires en sont une preuve. Par cette politique, la rigueur va se traduire chez les chômeurs par de moins en moins de fric, des coupures d'électricité, de gaz, des saisies, et derrière toute cette merde, la déprime. Une condition d'autant plus amère qu'elle est inégalitaire. Les grandes victimes de cet accord sont ceux dont le salaire de base est inférieur ou égal au SMIC: en perte brute. 855 F / mois pour 99.000 personnes concernées. Nous ne nous étalerons pas sur toutes ces soi-disantes "solidarités", ou rééquilibrages de subventions.Les précaires,les smicards sont tous directement concernés, car ce sont eux qui prochainement taperons aux portes de l'ANPE pour implorer à bouffer.

Face à cette situation, le capita-

lisme divise, décompose, pour toujours mieux régner. Cette démarche renforce d'un côté la marginalisation.l'isolement.Le peu de lutte de chômeurs en est un indice. Mais d'un autre point de vue, la montée du chômage, de la misère, peut faire surgir une revendication frôlant la radicalité. c'est pour cela que le Capital,sachant qu'il marche sur des oeufs.peu tôt ou tard se retrouver coincé entre sa propre survie, qui encore et toujours se maintient à cause de l' aliénation par le travail sous toutes les formes qu'il peut prendre. Diviser les travailleurs, les chômeurs, alors que la paix sociale existe encore, semble donc être une victoire préméditée.

Mais, lorsqu'il s'agit du problème de l'emploi, il y a cet atout favorable au prolétariat.Lors des négociations seul l'intérât des entrenrises entrait en compte.Les syndicats.eux.se contentaient de mettre en commun 1' intérêt des travailleurs et ceux de l'entreprise, mais que pouvait-ils faire d'autre?En pleine crise d'identité, le syndicalisme tend à perdre son rôle de médiateur historicopolitique, leurs interventions ne sont plus qu'idéologie.Il y a cette contradiction, où lors des négociations il manque la principale partie intéressée : les Chômeurs. Avec un peu moins de 20% de syndiqués, la France connaît son malaise syndical. première conséquence de la destructuration de la classe ouvrière qui a perdu confiance envers les grands syndicats ouvriers, voir les partis traditionnels. Nous partons du principe que cette déstabilisation des structures historiquement revendicatives est un atoût majeur pour une ouverture sur un autre type d'organisation du nouvel antagonisme social.

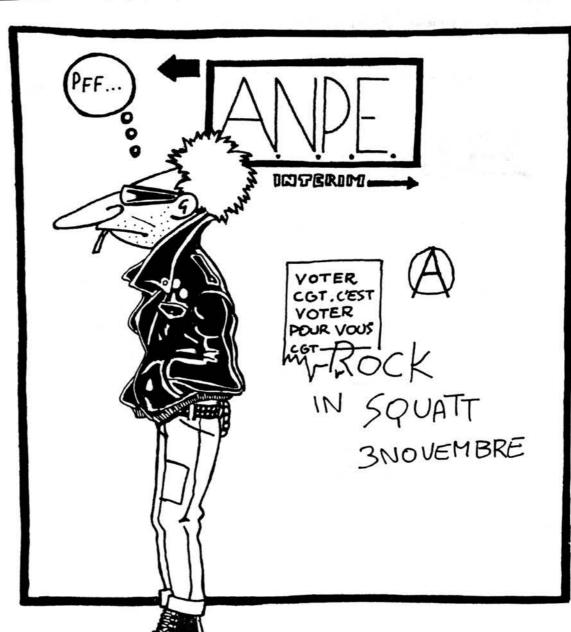
La rationalisation de l'intérim, du

mi-temps, et aujourd'hui du chômage permet de faire apparaître les revendications communes des chômeurs et de la classe ouvoière.Plus d'argent.une volonté d'opposition aux expulsions, aux saisies, aux restructurations humaines que la crise fait subir au prolétariat. Une volonté d' autonomie" de lutte lorsque le syndicat apparaît de plus en plus comme un tampon entre le Patronat et le Prolétariat. Au sein des chômeurs. trés peu de représentation syndicale et.certes.un affaiblissement depuis deux ans des luttes de chômeurs. Paris, Strasbourg, Montpellier, partout les chômeurs vont subir la dégringolade organisée de leur pouvoir d'achat; partout les patates seront au menu quotidien; partout il y aura des expulsions pour non paiement de 1oyer; partout des amendes ee la RATP, de la SMCF; partout des chômeurs poussés à l'isolement.Partout des restrictions sur les budgets des foyers, alors que l'argent de l'Etat part dans les budgets militaires, dans les interventions au Liban, au Tchad et ailleurs.

Briser l'isolement, c'est reprendre en main le quotidien, c'est brûler le ghetto qu'on nous impose, c'est reprendre les espaces, la vie ! C'est exiger les transports gratuits! Pour cela, il faut se regrouper entre chômeurs et futurs licenciés, en comblant le fossé qui nous est imposé, et qui sépare l'ANPE de l'Usine. C'est pour cela qu'il faut casser la marginalisation, pour vraiment se foutre devant les yeux les intérêts communs.Ce sont les travailleurs en chômage et les ouvriers d'usine avec leurs revendications communes qui crééront une paix sociale différente de celle qu'impose le Capitalisme aujourd'hui ...

D.S.T





16

Ce samedi tranquille de février 80, un flot ininterrompu de promeneurs inhabituels envahissant les rues, sema la consternation dans ce quartier sans histoires du 20e arrondissement. Beurs, ounks, skins, étudiants rigolards et désoeuvrés progressaient sans discrétion vers l'usine occupée de la Parmentière et les squatts de l'îlôt St Blaise. Sur leur passage, les commerçants inquiets fermaient précipitamment houtique et le claquement métallique des lourds rideaux d'acier résonnait comme la métaphore d'antanonismes sociaux irréductibles.

Le premier concert rock-againstpolice organisé sous le parrainage d'une autonomie parisienne en quête de recomposition sociale par les copains de Kader assassiné à Vitry, était incontestablement un succès.

Paris/banlieues, leunes prolétaires français/heurs...tout ce qui sénarait jusque là, les codes culturels, les looks, les modes et l'éloignement géographique, sembláit s'être estompés face à cette réalité massive d'un quartier occupé ensemble, libéré de toute présence policière, d'une initiative organisée collectivement contre l'isolement, la misère, la mort, les flics et 1'Etat.

Trois ans après, écho spectaculaire et amolifié, une autre marche, plus longue, différente, occupe l'actualité. Depuis, la gauche est au pouvoir, et d'innombrables Kader sont morts sous les balles de petits blancs baineux rendus fous par la crise, et ce qui aurait pu être un Prixton avant l'heure se coule sous le masque plus présentable d'une lutte contre le racisme et pour l'égalité.

LE MODELE RODEO

Dès leur arrivée au pouvoir, les socialistes, conformément au pronramme électoral du candidat Mitterand, prennent des mesures afin de rendre moins précaire la situation des jeunes imminrés. Il faut reconnaitre que la question est cruciale et que cette nouvelle politique ne répond pas qu'à des mobiles humanitaires, ils héritent d'une situation proprement explosive. La France compte alors plus de deux millions de Jeunes français d'origine étrangère de moins de 25 ans. Une population particulièrement touchée par la crise, dont les conditions d'entrée dans la vie sociale sont accravées par la sécrécation de l'emploi et dont la subjectivité, les comportements et les manières de vivre, les éloignent du travail; et qui d'autre part sont parqués dans ces véritables poudrières que sont les cités chetto qui fleurissent en banlieue, en raison d'une politique de l'habitat axée sur l'exclusion. Les exemples proches de la Grande Bretagne ne sont pas pour rassurer.

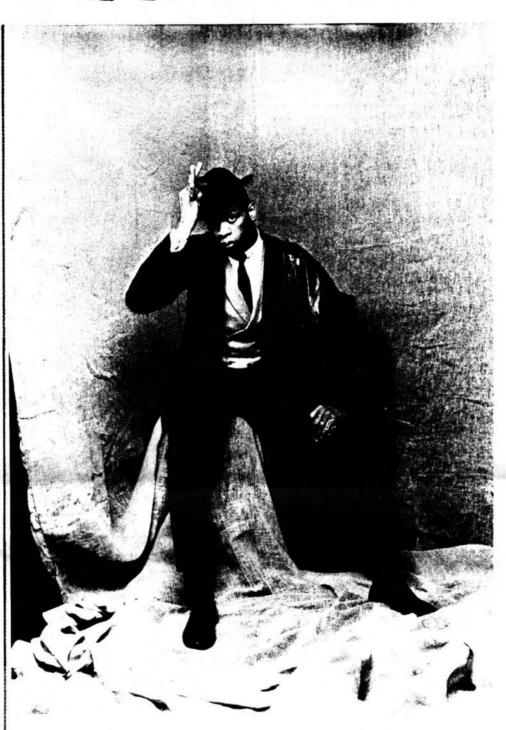
Pour la dauche, il s'adit de contenir les risques d'affrontement de la part d'une Jeunesse immigrée qui n'a plus rien à perdre et, partant, d'empêcher la diffusion et le développement de cette énorme indication politique que les émeutes de Brixton ont lancé à travers la planète. C'est à dire que la recomposition d'une communauté hétérogène et éclatée, constituée d'immigrés de la deubième génération (pakistanais, jamaīcains...) et de Jeunes chômeurs britanniques était possible, au moins ponctuellement, à travers une dialectique de l'affrontement sur le territoire contre les flics et autres incarnations étatiques. Et cela, à l'interstice de causes matérielles (chômage, restriction des budgets sociaux) et d'une volonté subjective (revendication d'une manière d'être, de vivre, et haine de la norme impo-

VENISSIEUX A L'HEURE DE BRIXTON

La première mesure prise par la nauche en faveur des jeunes immigrés sera l'arrêt des expulsions, mais ce sera insuffisant.

Au contraire, cette mesure, au lieu de faire baisser la pression, lève la menace suprême, l'épée de Damoclès, pendue Jusque là à tout propos au dessus de la_tête des jeunes immigrés. Résultat... la faille, les rodéos, revanche, comme d'une autre manière pour les OS immigrés de l'automobile (cette année là 81,

beurs: de 1a marge a' la marche...



les noliciers ont tenté d'ouvrir un commissariat aux Minquettes: il a tenu deux jours...)

La fronde gronde dans les banlie'es et les milieux policiers, notamment dans la région lyonnaise. stigmatisent "les largesses envers les jeunes immigrés". On reparle d'expulsions du bout des lèvres et on prépare minutieusement l'été suivant. Mister Trigano tente, et réusde sortir les beurs de et des banlieues l'espace d'un été.

Mais dès le printemps 83, sous la pression des municipales et des campagnes xénophobes et sécuritaires la hanlieue lyonnaise s'embrase à nouveau et les affrontements atteionent des niveaux lamais vus lusque là, des armes apparaissent de part et d'autre (Libé 7/4/83).

Le gouvernement décide une démonstration de force et les CRS bouclent la ZUP des Minquettes. "La cité ne deviendra nas un sanctuaire interdit à la police" déclare Grasset, le préfet de Lyon. Le clash ?

LA CAROTTE ET LE BATON

En fait, il est évident que les socialistes n'ont aucun intérêt à l'épreuve de force. Après une campagne de presse trés dure et des rumeurs de pogrom de la part d'une police revancharde, l'arrestation

d'un participant aux affrontements. une dizaine de Jeunes de la cité décide de baisser la barre, depuis le début de l'année la liste des Jeunes machrehins abattus, s'allonce. Ils démarrent une grève de la faim en réclamant la libération de leur camarade et l'ouverture d'un chantier de réhabilitation des Minquettes nui embaucherait les jeunes chômeurs du ouartier. "Il fallait arrêter la violence et montrer aux qu'on est pas des loubards". "Même si on a fait des conneries, il faut que les gens comprennent que nous leur tendons la main", et surtout "Il faut arrêter la spirale de la violence avant ou'il n'y ait des morts aux Minquettes" (Libé 3/12/83 et 7/4/83).

Les socialistes saisissent la perche et Mauroy envoie un membre de son cabinet pour prendre la température. "Cette grève peut permettre de rompre le cycle de la violence" déclare t-il, "Elle peut devenir un acte positif car la réponse du qouvernement doit donner confiance à la population pour qu'elle devienne l'élément moteur du changement de la vie dans le quartier" (cf. Libé 9-10/4/83), pour Marie-Jo Sublet, député socialiste de la circonscription c'est "une occasion à ne pas laisser passer", "leur démarche permet "d'ouvrir les portes"" (cf. Libé 3/12/83).

Il apparait de plus en plus clai-

rement que le gouvernement a besoin de l'éxistence d'une structure représentative issue de la leunesse immigrée qui serait susceptible, sinon de négocier, au moins de discu-ter. D'ailleurs les Jeunes immigrés ne sont pas dupes sur les caractéristiques de la politique socialiste en matière de prévention et de canalisation. "Giscard voulait nous exterminer; le PS, lui, veut nous assimiler. Et comme on est pas facile à digérer, il faut d'abord nous passer à la moulinette: prévention, ilô-tage, encadrement en tout genre" (cf. Libé 1/10/81).

Ainsi, après ces prises de contact, une commission locale de prévention est constituée à Vénissieux. L'association "SOS-Avenir Minguettes' nouvellement créée par les beurs, est priée de s'y associer à côté de représentants de la Justice, de la police et de l'action sociale.

Le rôle de médiateur et d'idéoloque qu'assure dans ces tractations le Père C. Delorme, représentant de la CIMADE, est trés important. C'est déjà lui qui avait proposé la grève de la faim, et qui suggéra la marche sur Paris.

UN DEAL PAYANT

Imperceptiblement, on est passé d'une lutte immédiate contre la présence policière dans le quartier, avec toute sa phénoménologie subjective (valorisation, jeux...), "en se donnant en spectacle dans son duel avec les flics, le cascadeur recom-pose en quelque sorte la communauté" (cf. Libé 1/9/81), à une lutte pour l'énalité des droits, dans une perspective qu'on pourrait qualifier de contractuelle, avec l'irruption d'un sujet politique dans le Jeu institutionnel. C'est là toute l'ambiquité et les limites que l'on retrouve ensuite dans la marche contre le racisme et nour l'énalité des droits.

Mais d'un autre côté, cette démarche neut annaraitre aussi comme une avancée par rapport aux manifestations trinales mais sans avenir politique, qu'incarnaient les rodéos comme une initiative susceptible de dénasser le double pièce du chetto et de l'exploitation médiatique.

Avec la grave de la faim, la marche, les heurs sont parvenus en moins d'un an à renverser leur imade de marque dans l'opinion publique. Lors de l'incident où Toumi fut blessé par balle par un flic, la presse donne la parole aux leunes de la cité pour qu'ils fassent nart de leur vision des faits. Plus même, ce qui est une première en la matière, lors de l'épisode de "l'ami burger" après les tabassages et les coups de feu tirés car des CRS, le préfet de Lyon fustice le comportement de la patrouille "certains comportements sont inadmissibles. Les CRS ne doivent pas se comporter comme les voyous nu'ils ont à nourchasser" ce qui provoque le tollé chez les syndicalistes noliciers proches de l'opposition.

Cette provocation policière prouve au moins une chose, c'est qu'aux Minquettes, existe réellement un contre-pouvoir qui oblige les flics à prendre de multiples précautions. Le sièce de l'association SOS-Avenir Minguettes, "le donjon", est pratiquement inviolable; même si une patrouille tente d'y approcher une de ces four nonettes cabossées par les lets de pierres, il n'est pas question d'y mettre les pieds. Cette situation est loin d'être

une exception dans les banlieues, "ailleurs, quand on arrête quelnu'un, c'est lui qui rase les murs. Aux Minquettes, c'est nous", décla-re un policier à un Journaliste du Monde (25-26/12/93). Depuis la marche "c'est encore pire" déclare le même " pour intervenir aux Minquettes. il faut presque demander l'accord de Matinnon"; de plus pour éviter les provocations, ils n'ont plus le droit d'utilise les chiens. Un comble !!

UNE MARCHE TRES SOLLICITEE

Dans le climat post-électoral de la dynamique Dreux, cette marche résume toute l'ambiguité et tous les enjeux du fameux "problème immiaré".

Partis peu nombreux de Marseille. isolés, les marcheurs au fur et à mesure de leur avancée ont crée un véritable effet boule de neige.Quel

est l'homme politique, syndical... qui n'a pas -tout au moins dans la majorité- saisi là l'occasion en apportant_sa caution,le moyen de se montrer.Peu avant leur arrivée à Paris, 700 personnalités expriment leur soutien dans une pétition publiée dans le Monde et le gouvernement, les partis de gauche, les communautés religieuses se fendent d' un communiqué_flatteur pour les organisateurs. C. Delorme peut alors affirmer, non sans quelque raison, que "ce n'est pas le gouvernement qui a récupéré la marche, mais plutôt la marche qui avec son dynamisme a récupéré le gouvernement". A moins de confondre radicalité et choix tactique on ne peut nier que le 3 décembre fut un succès éclatant avec 100.000 personnes défilant de Bastille à Montparnasse; avec une couverture médiatique particulièrement consistante et avec comme point d' orque l'entrevue des beurs avec Mitterand. Et cela, même si, la gauche a saisi après la douche froide des municipales l'occasion de retourner sa veste pour essaver de transformer cette marche "contre le racisme et pour l'égalité" en une lutte contre la droite; en une grande messe démocratique.

UN SAUT ORGANISATIF

Avec cette marche, un saut organisatif a pu être franchi depuis les émeutes lyonnaises. Des réseaux se sont construits, des contacts se sont noués. "Avant, chacun était perde dans sa banlieus". Et, l'action autonome du collectif jeune qui a organisé des prises de parole dans les lycées et des concerts est sans doute le trait le plus original de la préparation du rassemblement. Malgré les réticences de certaines banlieues_comme Nanterre, Chatenay-Malabry...qui considéraient cette initiative comme étant "châpeautée" par les curés, tout le monde était à la Bastille. C'est là au-delà de sa valeur symbolique au regard de l'opinion publique, l'utilité interne de la marche: être un moment incontournable par rapport auquel chacun du se définir.

Mais le sens d'un tel saut peut être fort différent selon qu'il permette d'élargir, de fortifier et de légitimer les pratiques sociales des beurs, ou s'il a pour but de circonvenir, d'intégrer et de contrôler la Jeunesse immigrée comme composante instable dans la société

française. De plus, à partir de là, le danger réside dans la possibilité de séparer ses organes de représentation en gestation de la masse des comportements sociaux antagonistes en les laissant seuls affronter, atomisés, sociologisés, les différents stades du contrôle social et de la répression. Chez les beurs existe cette crainte de voir se créér des vedettes de la seconde génération qui deviendraient les seuls interlocuteurs du pouvoir et des institutions, tandis qu'on écrasera la base.

La lutte pour l'égalité des droits ne peut se réduire à un tremplin promotionnel pour les plus performants des beurs.

En fait, l'essentiel se résume à savoir en quoi une reconnaissance officielle du phénomène Jeune immigré peut-elle permettre la consolidation et l'organisation de comportements de réappropriation de gens dont le leit-motiv est de vouloir vivre le mieux possible et ne pas bosser comme leurs parents, "ces citoyens de seconde zone".

BEURS: UN ENJEU ECONOMIQUE

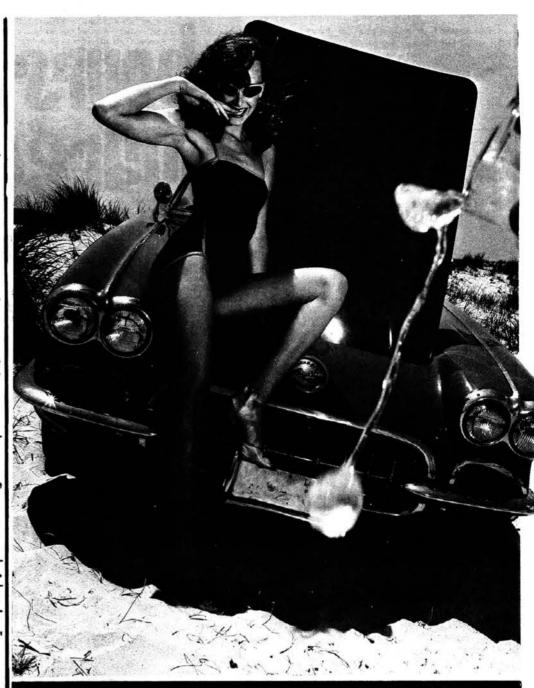
Certains peuvent bien rêver au melting-pot américain, en songeant à cette formidable source de productivité sociale que représentent les Jeunes immigrés, et proposer que l' agressivité des beurs devienne le levain du redressement économique. Tout est affaire de moyens financiers et précisemment avec la crise ...Le trip nouveau entrepreneur devra affronter les dures règles des réalités économiques Et combien d' entreprises comme California Burger devront, si elles veulent continuer d'exister, soit attendre d'hypothétiques subventions, soit essayer de survivre en surexploitant leurs membres.Sur ce point, les choses sont loin d'être évidentes si l'on en croît les propos désabusés d'un animateur de Bondy Scop : "comment faire travailler des gens qui refusent la notion même de travail et qui m' ont pris d'emblée pour un patron".

C'est bien là que le bât blesse, car ce n'est pas la moindre des contradictions d'une société qui s'est développée sur l'extension de la consommation de masse alors que simultanément le rapport au travail se diluait.

La "lutte contre le racisme et pour l'égalité" masquait l'essentiel, à savoir que l'anti-racisme dissimule des pratiques sociales antagoniques.Les patrons ne sont pas racistes.ils défendent leurs intérêts. L'égalité formelle à travers la vision d'une société multi-raciale.et pluri-culturelle est une douce mystification qui oublie subrepticement la division en classes; en groupes d' intérêts distincts et toutes ces contradictions qui font qu'aujourd' hui le fossé est vertigineux entre des blocs entiers de la société française.Ne pas le reconnaître et défendre une vision abstraite de 1' intérêt général n'a aucune signification politique en terme de transformation sociale.

Après la marche, il sera intéressant de voir comment les beurs trouveront à s'organiser pour utiliser les réseaux mis en place à cette occasion.

Avoir tout misé sur les procès des assassins des jeunes immigrés comme moment de lutte et moment de vérification est un leu risqué même s'il s'agit de refuser la banalisation du meurtre au faciès.C'est emprunter le chemin semé d'embûches dé Jà parcouru par les féministes pour la condamnation des violeurs; c'est rester sur des positions défensives à travers des échéances extérieures.Enfin.si le pouvoir socialiste, englué dans des contradic-tions qu'il est incapable de maîtriser et des comportements de masse qu'il tolère parfois, ne pousse pas efficacement pour que les condamnations scient lourdes, il ne restera plus aux beurs qu'à s'organiser pour qu'aux longues marches non-violentes succède la violence d'une marche contre un Etat incapable de faire respecter une légalité qu'il prétend le racisme - s'étende incarner.



EDITORIAL

En face, les soi-disant Et.cette décomposition n'est que le pendant matériel d'une sclérose et sée ouvrière.

forces de transformation associées à la gestion du pouvoir ont accepté le jeu dangereux du réalisme économique et de l'intérêt général.Dés lors.comment s'étonner qu'une acception élargie du corporatisme chemine dans beaucoup de têtes et colle son sens péjoratif sur toutes les luttes : au'un processus de délécitimation de la résistance ouvrière à cours et que la forme la plus infâme que puisse prendre la décomposition de la classe -

dangereusement ?

SUITE

d'une défaite de la pen-C'est pourquoi,il est primordial aujourd'hui de réenclencher un processus de réflexion théorique visant à reconquérir

un point de vue sur la société dans son ensemble et des perspectives concrêtes pour la transformer.A cette condition.la crise pourra être ce moment de bonheur où tout est possible; où tout peut basculer ...

SOMMAIRE

Editorial : page 1 La métropole de l'ennui : page 2

Dope.état.mouvement; Je serais moi-même : page 3 Toulouse, un bassin d'imagination subversive : page 4

Bérurier Noir : page 4 Apathy in U.K: page 6

Automobile, une crise bien réelle : pages 7,8,9

Réquiem pour le B3 : pages 10,11,12

La lutte paye : page 13

Travail, chômage et compagnie : page 16

Les Beurs, de la marge à la marche : pages 17,18

Abonnemei



abonnement, pour un an (six numeros) 65 francs, en chèque sans ordre.

TOUT / Le Chaos Final 4I rue des cinq diaments 750I3 Paris Tel: 581 -22 - 26

PERMANENCE : LE JEUDI DE 19 à 20 HEURE